



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 21 juin 1952

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, June 21st, 1952

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1952.

Québec, le 16 juin 1952.

L'Imprimeur de la Reine.

32799-25-10-o

RÉDEMPTE PARADIS.

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1952.

Quebec, this 16th of June 1952.

RÉDEMPTE PARADIS,

32799-25-10-o

Queen's Printer.

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa as second class mailable matter.

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,

RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
31753 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,

Queen's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.
31753 — 1-52

Lettres patentes

Adelstein Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Victor Adelstein, manufacturier, Joyce Hogg, réceptionniste, fille majeure, June Kirlin, secrétaire, fille majeure, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Letters Patent

Adelstein Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-fifth day of April 1952, incorporating: Victor Adelstein, Manufacturer, Joyce Hogg, Receptionist, Spinster, June Kirlin, Secretary, Spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Exploiter un garage et Atelier de réparation, sous le nom de "Adelstein Services Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées de \$100 chacune et 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général.

32800

L. DÉSILETS.

To operate a garage and repair shop, under the name of "Adelstein Services Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of \$100 each and 100 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April 1952.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

32800-o

Bédard & Marchand Automobiles Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuf avril 1952, constituant en corporation: Édouard Marchand, commerçant, de Montmagny, Lucien Marchand, mécanicien, de St-Michel de Bellechasse, district judiciaire de Montmagny, Marcel Bédard commerçant, Germaine Blouin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Marcel Bédard, tous deux des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'automobiles et agir comme garagiste, sous le nom de "Bédard & Marchand Automobiles Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1952.

L'Assistant-procureur général,

32800-o

L. DÉSILETS,

Bédard & Marchand Automobiles Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-ninth day of April, 1952, incorporating: Edouard Marchand, dealer, of Montmagny, Lucien Marchand, mechanic, of St-Michel de Bellechasse, judicial district of Montmagny, Marcel Bédard, dealer, Germaine Blouin, housewife, wife separate as to property by marriage contract, of Marcel Bédard, both of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in automobiles and act as garage-keeper, under the name of "Bédard & Marchand Automobiles Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montmagny, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

32800

Bertrand Converters Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, Jean McFarlane, dactylo, fille majeure, de la cité de Montréal, Theodore H. Shapiro, avocat, de Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles vestimentaires, marchandises sèches, sous le nom de "Bertrand Converters Ltd.", avec un capital de \$1,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,

32800

L. DÉSILETS.

Bertrand Converters Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April 1952, incorporating: Joseph Shapiro, Advocate and Queen's Counsel, Ethel Yussem, Secretary, Spinster of the full age of majority, Jean McFarlane, Typist, Spinster of the full age of majority, of the City of Montreal, Theodore H. Shapiro, Advocate, of the Town of Mount Royal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, dry goods, under the name of "Bertrand Converters Ltd.", with a capital stock of \$1,000, divided into 100 common shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April 1952.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

32800-o

Bowen Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du cinquième jour de mai 1952, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Clarence Reuben

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of May 1952, incorporating: Samuel David Rudenko, advocate and Queen's Counsel, Clarence Reuben Gross, advocate, Sarah Miller, stenogra-

Gross, avocat, Sarah Miller, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de "Bowen Realities Inc.", avec un capital de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800 L. DÉSILETS.

Capezio (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux mai 1952, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, Ben Bernstein, tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, Clarence Reuben Gross, avocat, Samuel Grossman, comptable, Sarah Miller, sténographe, Winnifred Bignell, teneuse de livres, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, marchands et négociants de toutes sortes de tissus, cuirs, vêtements, marchandises sèches et articles et commodités d'usage et de consommation personnel et domestique, sous le nom de "Capezio (Quebec) Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800 L. DÉSILETS.

Centre Sportif de Ste-Thérèse Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq avril 1952, constituant en corporation: Rosario Fournier, garagiste, J.-Albert Filiatrault, surintendant, J.-Léonard Blanchard, n.p. tous de Ste-Thérèse de Blainville, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exploiter, promouvoir, encourager les sports, sous le nom de "Centre Sportif de Ste-Thérèse Inc.", avec un capital de \$60,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Thérèse de Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-0 L. DÉSILETS.

Clarinch Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du troisième jour de mai 1952, constituant en corporation: Hugh Emmett O'Donnell, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Donald Newton

pher, all of the city and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment corporation, under the name of "Bowen Realities Inc.", with a capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May 1952.

L. DÉSILETS,
32800-0 Deputy Attorney General.

Capezio (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May 1952, incorporating: Samuel David Rudenko, Ben Bernstein, both Advocates and Queens Counsel, Clarence Reuben Gross, Advocate, Samuel Grossman, accountant, Sarah Miller, stenographer, Winnifred Bignell, Bookkeeper, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, dealers of and in all kinds of fabrics, leathers, wearing apparel, dry goods and articles and commodities of personal and household use and consumption, under the name of "Capezio (Quebec) Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1952.

L. DÉSILETS,
32800-0 Deputy Attorney General.

Centre Sportif de Ste-Thérèse Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1952, incorporating: Rosario Fournier, garage-keeper, J. Albert Filiatrault, superintendent, J. Léonard Blanchard, N.P., all of Ste-Thérèse de Blainville, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To organize, promote and encourage sports, under the name of "Centre Sportif de Ste-Thérèse Inc.", with a capital stock of \$60,000, divided into 6,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Ste-Thérèse de Blainville, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, April 25, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

Clarinch Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the third day of May 1952, incorporating: Hugh Emmett O'Donnell, Advocate and Queen's Counsel, Donald Newton Byers, Walter Austin Johnson, both

Byers, Walter Austin Johnson, tous deux avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Clarinch Company Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 900 actions privilégiées de \$100 chacune et 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800 L. DÉSILETS.

Advocates, all of City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Clarinch Company Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 900 preferred shares of \$100 each and 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May 1952.

L. DÉSILETS,
32800-o Deputy Attorney General.

Club de Courses de Beauce Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-huit avril 1952, constituant en corporation: Albéric Rhéaume, hôtelier, Paul-Émile Thibaut, dentiste, Léandre Bernard, épicière, J.-Édouard Poulin, commis, Georges Émile Gilbert, fabricant, Maurice Lessard, garagiste, Pamphile Rodrigue, industriel, tous de St-Georges, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Tenir des expositions agricoles, des foires, des marchés publics, organiser des courses, des concours hippiques et des attractions de toutes sortes, sous le nom de "Club de Courses de Beauce Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 1,600 actions de \$25.

Le siège social de la compagnie sera à St-Georges, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

Club de Courses de Beauce Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth day of April, 1952, incorporating: Albéric Rhéaume, hotel-keeper, Paul Émile Thibaut, dentist, Léandre Bernard, grocer, J. Édouard Poulin, clerk, Georges Émile Gilbert, manufacturer, Maurice Lessard, garage-keeper, Pamphile Rodrigue, industrialist, all of St-Georges, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To hold agricultural exhibitions, fairs, operate public markets, organize races, horse-shows and attractions of all kinds, under the name of "Club de Courses de Beauce Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 1,600 shares of \$25 each.

The head office of the company will be at St-Georges, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

Club de Tir St. Anicet St. Anicet Shooting Club

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuf avril 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Henri Tremblay, hôtelier, Siméon Quenneville, inspecteur, tous deux de St. Anicet, district judiciaire de Beauharnois, Paul Gendron, William Hendershott, administrateurs, tous deux de Salaberry de Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois, Robert Jamieson, procureur et solliciteur, de Pointe Claire, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Aménager un terrain de tir à ou près de St. Anicet, district judiciaire de Beauharnois, sous le nom de "Club de Tir St. Anicet"—"St. Anicet Shooting Club".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la compagnie sera à St. Anicet, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800 L. DÉSILETS.

Club de Tir St. Anicet St. Anicet Shooting Club

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-ninth day of April 1952, incorporating without share capital: Henri Tremblay, Hotel Proprietor, Siméon Quenneville, Inspector, both of St. Anicet, Judicial District of Beauharnois, Paul Gendron, William Hendershott, Executives, both of Salaberry de Valleyfield, Judicial District of Beauharnois, Robert Jamieson, Barrister & Solicitor, of Pointe Claire, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To provide a shooting-ground at or near St. Anicet in the District of Beauharnois, under the name of "Club de Tir St. Anicet", "St. Anicet Shooting Club."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited to \$100,000.

The head office of the Company will be at St. Anicet, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

**Compagnie de Bois St-Germain Ltée
St-Germain Lumber Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du deux mai 1952, constituant en corporation: Paul-Emile Gagnon, Gilles Gagnon, J.-Claude Gagnon, avocats, des cité et district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme manufacturier et marchand de bois, sous le nom de "Compagnie de Bois St-Germain Ltée", "St-Germain Lumber Co. Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

Concrete Reinforcing Steel Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinq avril 1952, constituant en corporation: Marcus Meyer Sperber, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Alan Bernard Gold, avocat, de Montréal, Murray Lapin, avocat, de Hampstead, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Effectuer toutes transactions commerciales relatives ou se rapportant au commerce du fer et de l'acier, sous le nom de "Concrete Reinforcing Steel Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées de \$100 chacune et 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800 L. DÉSILETS.

Consolidated Electric Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trentième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Joseph William Weldon, avocat et un des Conseillers de Sa Majesté, de la cité de Westmount, John Fetherstonhaugh, avocat, Dame Claire Taylor Szaigec, secrétaire, épouse séparée de biens de Theodore Szaigec, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs électriciens, sous le nom de "Consolidated Electric Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions privilégiées de \$5 chacune et 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800 L. DÉSILETS.

**Compagnie de Bois St-Germain Ltée
St-Germain Lumber Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the second day of May, 1952, incorporating: Paul Emile Gagnon, Gilles Gagnon, J. Claude Gagnon, advocates, of the city and judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as lumber merchants and manufacturers, under the name of "Compagnie de Bois St-Germain Ltée" "St-Germain Lumber Co. Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

Concrete Reinforcing Steel Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of April 1952, incorporating: Marcus Meyer Sperber, Advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Alan Bernard Gold, Advocate, of Montreal, Murray Lapin, Advocate, of Hampstead, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on any commercial transactions attached to or connected with the iron or steel business, under the name of "Concrete Reinforcing Steel Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 preferred shares of \$100 each and 200 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32800-o Deputy Attorney General.

Consolidated Electric Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of April 1952, incorporating: Joseph William Weldon, Advocate and one of Her Majesty's Counsel, of the City of Westmount, John Fetherstonhaugh, Advocate, Dame Claire Taylor Szaigec, Secretary, Wife separate as to property of Theodore Szaigec, of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of electrical contractors, under the name of "Consolidated Electric Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 preferred shares of \$5 each and 20,000 common shares of \$1 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32800-o Deputy Attorney General.

Contract Packaging Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois avril 1952, constituant en corporation: John Campbell Laing, avocat, Joseph Léopold Comtois, vendeur, tous deux de Montréal, Marie-Elisabeth-Berthe Seguin, comptable, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer et faire le commerce d'emballage, sous le nom de "Contract Packaging Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 200 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$1,000.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Dorval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800 L. DÉSILETS.

Contract Packaging Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April 1952, incorporating: John Campbell Laing, Advocate, Joseph Leopold Comtois, Salesman, both of Montreal, Marie-Elisabeth-Berthe Seguin, Accountant, of Verdun, all of the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on and exercise the business of packaging, under the name of "Contract Packaging Limited".

The capital stock of the company is divided into 200 shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$1,000.

The head office of the Company will be at the Town of Dorval, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April 1952.

L. DÉSILETS.
32800-o Deputy Attorney General.

Crestview Apartments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Max Crestohl, avocat, Brina Routenberg, secrétaire, tous deux d'Outremont, Doris Mann, secrétaire, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et exploiter certaines propriétés immobilières, sous le nom de "Crestview Apartments Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800 L. DÉSILETS.

Crestview Apartments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eight day of April 1952, incorporating: Max Crestohl, Advocate, Brina Routenberg, Secretary, both of Outremont, Doris Mann, Secretary, of Montreal, all of Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To acquire and deal with certain immoveable properties, under the name of "Crestview Apartments Inc.", with a capital stock of \$10,000 divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eight day of April 1952.

L. DÉSILETS.
32800-o Deputy Attorney General.

Cultivateurs Producteurs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf mai 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Richard Piché, de Cap Santé, Léopold Jobin, Lauréat Couture, de Loretteville, Jos.-H. Marcotte, de Pont Rouge, J.-Chs. Martel, de Charlesbourg, Roméo Valin, de St-Augustin, tous cultivateurs, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Grouper les cultivateurs producteurs de lait, sous le nom de "Cultivateurs Producteurs Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$10,000.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

Cultivateurs Producteurs Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Richard Piché, of Cap Santé, Léopold Jobin, Lauréat Couture, of Loretteville, Jos. H. Marcotte, of Pont Rouge, J. Chs. Martel, of Charlesbourg, Roméo Valin, of St-Augustin, all farmers, of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To unite the farmers engaged in the production of milk, under the name of "Cultivateurs Producteurs Inc."

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

Drummond Swimmers' Parents Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente avril 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Fred Richard Whittall, ingénieur consultant, de la cité de Westmount, Doris Enid Lavell, institutrice, Dorothy Elizabeth Williams, ménagère, toutes deux de la cité de Montréal, Raymoth Priestley, capitaine de détectives, Jessie Louise Kneec, ménagère, tous deux de Verdun, William Mather, chef de police, de Ville Mont-Royal, Theodore Oswald Wagner, imprimeur, de Ville St-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Prendre soin du bien-être des nageurs dont les parents appartiennent à l'association, sous le nom de "Drummond Swimmers' Parents Association".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$5,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1952.

L'Assistant-procureur général,

32800

L. DÉSILETS.

Drummond Swimmers' Parents Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April 1952, incorporating without share capital: Fred Richard Whittall, Consulting Engineer, of the City of Westmount, Doris Enid Lavell, School Teacher, Dorothy Elizabeth Williams, Housewife, both of the City of Montreal, Raymoth Priestley, Captain of Detectives, Jessie Louise Kneec, Housewife, both of Verdun, William Mather, Chief of Police, of the Town of Mount Royal, Theodore Oswald Wagner, Printer, of the Town of St. Laurent, all of the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To take care of the well-being of swimmers whose parents belong to the association, under the name of "Drummond Swimmers' Parents Association".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited is \$5,000.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April 1952.

L. DÉSILETS,

32800-o

Deputy Attorney General.

École Commerciale de Chicoutimi

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du neuf mai 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Ernest Dauphinais, ingénieur, Raymond Lessard, marchand, Marcel Tremblay, professeur, Pierre Blouin, gérant de la Corporation de Prêt et Revenu, L.-Emile Crête, professeur, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Promouvoir, développer, encourager et pratiquer l'enseignement concernant l'industrie et le commerce, sous le nom de "École Commerciale de Chicoutimi".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$40,000.

Le siège social de la corporation sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mai 1952.

L'Assistant-procureur général,

32800-o

L. DÉSILETS.

École Commerciale de Chicoutimi

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of May, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Ernest Dauphinais, engineer, Raymond Lessard, merchant, Marcel Tremblay, professor, Pierre Blouin, manager of the Corporation of Prêt et Revenu, L.-Emile Crête, professor, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To promote, develop, encourage and practise commercial and industrial teaching, under the name of "École Commerciale de Chicoutimi".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,

32800

Deputy Attorney General.

Fédération des Amicales des Anciens Élèves des Frères de l'Instruction Chrétienne du District de Montréal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente avril 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Adrien Tassé, assistant-gérant, Léon Chartrand, vendeur, Léopold Marcotte, comptable, Jean-Paul Vincent, agent de relations extérieures, Rosaire Pouliot, marchand, Paul Lussier, électricien, Guy Langlois, dessinateur, Emilien Marois, maître boucher, René Roy, gérant de crédit, Frédéric Brunelle, gérant de bureau, Ulric-G. Laurencelle, avocat, tous des

Fédération des Amicales des Anciens Élèves des Frères de l'Instruction Chrétienne du District de Montréal

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Adrien Tassé, assistant-manager, Léon Chartrand, salesman, Léopold Marcotte, accountant, Jean Paul Vincent, agent for external relations, Rosaire Pouliot, merchant, Paul Lussier, electrician, Guy Langlois, designer, Emilien Marois, master butcher, René Roy, credit manager, Frédéric Brunelle, office manager, Ulric G. Laurencelle, advocate.

cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper les membres des différentes associations d'anciens Elèves des Frères de l'Instruction Chrétienne, sous le nom de "Fédération des Amicales des Anciens Elèves des Frères de l'Instruction Chrétienne du District de Montréal".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$10,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

all of the city and judicial district of Montréal, for the following purposes:

To affiliate the members of the various associations of the former pupils of the "Frères de l'Instruction Chrétienne", under the name of "Fédération des Amicales des Anciens Elèves des Frères de l'Instruction Chrétienne du District de Montréal".

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

Gagnon Frères Meubles (Arvida) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente avril 1952, constituant en corporation: Raymond Gagnon, commerçant, Dollard Blackburn, commis, Léon-Georges Gagnon, comptable-agréé, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'ameublement et toutes garnitures de maison et de ferme, sous le nom de "Gagnon Frères Meubles (Arvida) Ltée", avec un capital de \$20,000 divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

Gagnon Frères Meubles (Arvida) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1952, incorporating: Raymond Gagnon, dealer, Dollard Blackburn, clerk, Léon Georges Gagnon, chartered accountant, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and all household furnishings and farm implements, under the name of "Gagnon Frères Meubles (Arvida) Lt  e", with a capital stock of \$20,000 divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

Gagnon Frères Meubles (Jonqu  re) Lt  e

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente avril 1952, constituant en corporation: Raymond Gagnon, commerçant, Dollard Blackburn, commis, Léon-Georges Gagnon, comptable-agréé, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'ameublement et toutes garnitures de maison, sous le nom de "Gagnon Frères Meubles (Jonqu  re) Ltée", avec un capital de \$20,000 divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonqu  re, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

Gagnon Frères Meubles (Jonqu  re) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1952, incorporating: Raymond Gagnon, dealer, Dollard Blackburn, clerk, Léon Georges Gagnon, chartered accountant, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and all household furnishings, under the name of "Gagnon Frères Meubles (Jonqu  re) Lt  e", with a capital stock of \$20,000 divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Jonqu  re, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

Gagnon Frères Meubles (Kénogami) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente avril 1952, constituant en corporation: Raymond Gagnon, commerçant, Dollard Blackburn, commis, Léon-Georges Gagnon, comptable-agréé, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'ameublements et toutes garnitures de maison et de ferme, sous

Gagnon Frères Meubles (Kénogami) Lt  e

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1952, incorporating: Raymond Gagnon, dealer, Dollard Blackburn, clerk, Léon Georges Gagnon, chartered accountant, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and all household furnishings and farm implements, un-

le nom de "Gagnon Frères Meubles (Kénogami) Ltée", avec un capital de \$20,000 divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

Gauland Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq mai 1952, constituant en corporation: Paul Samson, Bernard Samson, Claude Gascon, notaires, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme contracteurs généraux de construction, sous le nom de "Gauland Construction Inc.", avec un capital de \$39,000 divisé en 390 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

Home Heating Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Roger Trudeau, administrateur, Joyce Hogg, réceptionniste, fille majeure, June Kirlin, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le négoce d'appareils de chauffage, articles de ménage et accessoires, sous le nom de "Home Heating Corporation", avec un capital de \$100,000 divisé en 900 actions privilégiées de \$100 chacune et 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800 L. DÉSILETS.

Home Specialties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-huit avril 1952, constituant en corporation: Julius Lipson, Joseph Pervin, manufacturiers, Samuel J. Davidson, administrateur de ventes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous genres et sortes d'appareils et fournitures domestiques, sous le nom de "Home Specialties Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et en 6,500 actions privilégiées de \$10 chacune et le montant avec lequel la com-

der the name of "Gagnon Frères Meubles (Kénogami) Ltée" with a capital stock of \$20,000 divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Kénogami, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

Gauland Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1952, incorporating: Paul Samson, Bernard Samson, Claude Gascon, notaries, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act as general building contractors, under the name of "Gauland Construction Inc.", with a capital stock of \$39,000 divided into 390 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

Home Heating Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of April 1952, incorporating: Roger Trudeau, Executive, Joyce Hogg, Receptionist, Spinster, June Kirlin, Secretary, Spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with heating apparatus, household supplies and equipment, under the name of "Home Heating Corporation", with a capital stock of \$100,000 divided into 900 preferred shares of \$100 each and 100 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32800-o Deputy Attorney General.

Home Specialties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth day of April 1952, incorporating: Julius Lipson, Joseph Pervin, Manufacturers, Samuel J. Davidson, Sales Executive, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all types and makes of household appliances and furnishings, under the name of "Home Specialties Inc."

The capital stock of the company is divided into 2,000 common shares having no nominal or par value and into 6,500 preferred shares of \$10 each and the amount with which the com-

pagne commencera ses opérations sera de \$16,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800 L. DÉSILETS.

J. Chalifoux Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du premier mai 1952, constituant en corporation: Jules Chalifoux, peintre décorateur, Raymond Beauchamp, rentier, Gérard Hébert, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir en général comme entrepreneur peintre et peintre décorateur, sous le nom de "J. Chalifoux Limitée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

J. O. Lambert Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six avril 1952, constituant en corporation: Claude Taschereau, Henri Fortin, notaires, Rose-Anna Alain, stenographe, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de construction et le commerce d'immeubles en général, sous le nom de "J. O. Lambert Inc.", avec un capital de \$75,000 divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

Joseph Frères Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du premier mai 1952, constituant en corporation: Poley-Louis Joseph, marchand, Jacques Bouchard, agent d'assurances, Gaston Roberge, notaire, tous d'Amos, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements, sous le nom de "Joseph Frères Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune et en 800 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

pany will commence its operations will be \$16,500.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32800-o Deputy Attorney General.

J. Chalifoux Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the first day of May, 1952, incorporating: Jules Chalifoux, painter-decorator; Raymond Beauchamp, annuitant, Gérard Hébert, advocate all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act generally as a painter and painter-decorator, under the name of "J. Chalifoux Limitée", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated, at the office of the Attorney General, this first day of May, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

J. O. Lambert Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1952, incorporating: Claude Taschereau, Henri Fortin, notaries, Rose Anna Alain, stenographer, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To engage in the building trade and real estate business in general, under the name of "J. O. Lambert Inc.", with a capital stock of \$75,000 divided into 500 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

Joseph Frères Inc.

Notice is hereby given that under the first part of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the first day of May, 1952, incorporating: Poley-Louis Joseph, merchant, Jacques Bouchard, insurance agent, Gaston Roberge, notary, all of Amos, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing under the name of "Joseph Frères Inc.", with a capital stock of \$100,000 divided into 2,000 preferred shares of \$10 each, and into 800 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

Jos. Simard et Compagnie, Ltée
Jos. Simard and Company, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt et un mai 1952, constituant en corporation: Paul Poirier, André Poirier, notaires, Jude Gratton, comptable, Françoise Dallaire, Judith Veilleux, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de contrôle, sous le nom de "Jos. Simard et Compagnie, Ltée", "Jos. Simard and Company, Ltd.", avec un capital de \$5,000,000 divisé en 100,000 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

La Cie de Téléphone de St-Cyprien,
Dorchester, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de Téléphone, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente avril 1952, constituant en corporation: Rosario Bédard, Darie Fortier, Joseph Morissette, cultivateurs, Trefflé Labrie, gérant de coopérative, Joseph Fillion, journalier, Théodore Fournier, industriel, tous de St-Cyprien, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Construire, exploiter un système de téléphone électrique dans la Municipalité de St-Cyprien; faire le commerce d'appareils et accessoires téléphoniques, sous le nom de "La Cie de Téléphone de St-Cyprien, Dorchester, Inc.", avec un capital de \$2,500 divisé en 50 actions de \$50.

Le siège social de la compagnie sera à St-Cyprien, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

La Compagnie de la Plage
Mon Repos Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-huit avril 1952, constituant en corporation: Maurice Lavoie, entrepreneur-maçon, Roméo Lavoie, homme d'affaires, tous deux de l'Abord-à-Plouffe, Charles Rioux, notaire, de Ville St-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaire comme hôteliers, sous le nom de "La Compagnie de la Plage Mon Repos Limitée", avec un capital de \$100,000 divisé en 400 actions de \$250.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

Jos. Simard et Compagnie, Ltée
Jos. Simard and Company, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of May, 1952, incorporating: Paul Poirier, André Poirier, notaries, Jude Gratton, accountant, Françoise Dallaire, Judith Veilleux, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding company, under the name of "Jos. Simard et Compagnie, Ltée", "Jos. Simard and Company, Ltd.", with a capital stock of \$5,000,000 divided into 100,000 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

La Cie de Téléphone de St-Cyprien,
Dorchester, Inc.

Notice is hereby given that under the Quebec Telephone Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1952, incorporating: Rosario Bédard, Darie Fortier, Joseph Morissette, farmers, Trefflé Labrie, manager of a cooperative, Joseph Fillion, labourer, Théodore Fournier, industrialist, all of St-Cyprien, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To build and operate an electric telephone system, in the municipality of St-Cyprien; to deal in telephone apparatus and accessories, under the name of "La Cie de Téléphone de St-Cyprien, Dorchester, Inc." with a capital stock of \$2,500, divided into 50 shares of \$50.

The head office of the company will be at St-Cyprien, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

La Compagnie de la Plage
Mon Repos Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth day of April, 1952, incorporating: Maurice Lavoie, masonry contractor, Roméo Lavoie, business man, both of L'Abord-à-Pouffe, Charles Rioux, notary, of Ville St-Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, under the name of "La Compagnie de la Plage Mon Repos Limitée", with a capital stock of \$100,000 divided into 400 shares of \$250.

Le siège social de la compagnie sera à l'Abord-à-Plouffe, 170 Blvd Lévesque, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at l'Abord-à-Plouffe, 170 Blvd. Lévesque, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Ligue de Base-Ball Laurentides Indépendante Amateur Senior

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuf avril 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Alfred Cherrier, médecin-vétérinaire, Jean Lalonde, restaurateur, tous deux de Saint-Jérôme, Oscar Latour, entrepreneur général, de Saint-Eustache, Lionel Laurin, agent, de Lachute, André Pontbriand, pharmacien, de Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne, Georges Courtemanche, gérant, de Montréal-est, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Développer le sport du base-ball, sous le nom de "La Ligue de Base-Ball Laurentides Indépendante Amateur Senior".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

La Ligue de Base-Ball Laurentides Indépendante Amateur Senior

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-ninth day of April, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Alfred Cherrier, veterinary surgeon, Jean Lalonde, restaurant-keeper, both of Saint-Jérôme, Oscar Latour, general contractor, of Saint-Eustache, Lionel Laurin, agent of Lachute, André Pontbriand, pharmacist, of Ste-Thérèse, judicial district of Terrebonne, Georges Courtemanche, manager of Montreal-East, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To develop the game of base-ball, under the name of "La Ligue de Base-ball Laurentides Indépendante Amateur Senior".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Manufacture de Meubles, Rivière du Loup, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente avril 1952, constituant en corporation: Florent Dumais, industriel, Monique Dumais, secrétaire, fille majeure, Jean Desrosiers, comptable, de la cité de Rivière du Loup, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Exploiter une manufacture pour la fabrication de meubles et de toute autre marchandise en bois, sous le nom de "La Manufacture de Meubles, Rivière du Loup Inc.", avec un capital de \$200,000 divisé en 2,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière du Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

La Manufacture de Meubles, Rivière du Loup, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1952, incorporating: Florent Dumais, industrialist, Monique Dumais, secretary, spinster, Jean Desrosiers, accountant, of the city of Rivière du Loup, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To operate a factory for the making of furniture and any other wooden merchandise, under the name of "La Manufacture de Meubles, Rivière du Loup Inc.", with a capital stock of \$200,000 divided into 2,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rivière du Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Amicale Saint-Charles de Limoilou Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois avril 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Lorenzo Savard, directeur de funérailles, Joseph-Félix Hudon, gérant d'assurances, Calixte Hébert, chimiste, Léo Simpson, Maurice Dufour, employés civils, tous

L'Amicale Saint-Charles de Limoilou Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Lorenzo Savard, funeral director, Joseph Félix Hudon, insurance agent, Calixte Hébert, chemist, Léo Simpson, Maurice Dufour, civil servants, all of

des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Maintenir entre ses membres des relations d'amitié et de fraternité, sous le nom de "L'Amicale Saint-Charles de Limoilou Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800 L. DÉSILETS.

L'Association des Anciens de l'École des Arts Graphiques Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1951, des lettres patentes en date du deux mai 1952, constituant en corporation sans capital-actions: François Couillard, vendeur d'imprimerie, Guy Rouleau, Fernand Gosselin, professeurs d'imprimerie, Guy Rochon, Jean-Paul Messier, typographes, Georges Huel, maquettiste, Marcel Beaudoin, relieur, Pierre Ouyard, relieur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Réunir en Association les Diplômés de l'École des Arts Graphiques, et les membres des divers corps de métiers que comprend l'imprimerie, sous le nom de "L'Association des Anciens de l'École des Arts Graphiques Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$20,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le deux mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

L'Association des Propriétaires de Taxis de St-Jean et d'Iberville, Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trois mai 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Romuald Pépin, Philodore Mailloux, propriétaires de taxis, Jacques Cartier, Jr. avocat, de St-Jean, Gaston Choquette, propriétaire de taxis, d'Iberville, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Promouvoir, protéger, défendre les intérêts strictement professionnels de ses membres, sous le nom de "L'Association des Propriétaires de Taxis de St-Jean et d'Iberville, Incorporée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$5,000.

Le siège social de la corporation sera en la cité de St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To maintain amongst its members friendly and brotherly relations, under the name of "L'Amicale Saint-Charles de Limoilou Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

L'Association des Anciens de l'École des Arts Graphiques Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the second day of May, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: François Couillard, printing salesman, Guy Rouleau, Fernand Gosselin, professors of printing, Guy Rochon, Jean-Paul Messier, typographers, Georges Huel, layout man, Marcel Beaudoin, binder, Pierre Ouyard, binder, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To unite into an association the graduates of the Graphic Arts School (École des Arts Graphiques), and the members of the various groups of the trades which include printing, under the name of "L'Association des Anciens de l'École des Arts Graphiques Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the company will be at Montreal; judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

L'Association des Propriétaires de Taxis de St-Jean et d'Iberville, Incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the third day of May, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Romuald Pépin, Philodore Mailloux, taxi owners, Jacques Cartier, Jr., advocate, of St-John's, Gaston Choquette, taxi owner, of Iberville, judicial district of Iberville, for the following purposes:

To promote, protect, defend the strictly professional interests of its members, under the name of "L'Association des Propriétaires de Taxis de St-Jean et d'Iberville, Incorporée".

The amount to which the immovable property which the Corporation may hold is to be limited, is \$5,000.

The head office of the corporation will be in the city of St-John's, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

L'Association Sportive de Grand-Mère, Inc. L'Association Sportive de Grand-Mère, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuf avril 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Gaston Garceau, courtier, Fernand Brière, assistant-gérant, Émilien Houde, commerçant, tous de Grand-Mère, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Organiser, promouvoir, développer, encourager toutes espèces d'activités sportives, athlétiques et récréatives, sous le nom de "Association Sportive de Grand-Mère, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$20,000.

Le siège social de la compagnie sera à Grand-Mère, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1952.

L'Assistant-procureur général, 
32800-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-ninth day of April, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Gaston Garceau, broker, Fernand Brière, assistant manager, Émilien Houde, merchant, all of Grand-Mère, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To organize, promote, develop and encourage all kinds of athletic and recreational activities and sports, under the name of "L'Association Sportive de Grand-Mère, Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the company will be at Grand-Mère, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

Les Imprimeurs du Lac Saint-Jean, Limitée Les Imprimeurs du Lac Saint-Jean, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente avril 1952, constituant en corporation: Louis-Émile Hudon, commis-comptable, Antonio Girard, contremaître-imprimeur, Raymond Hudon, commis, tous de la Ville de Saint-Joseph d'Alma, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Exploiter l'industrie de l'imprimerie, sous le nom de "Les Imprimeurs du Lac Saint-Jean, Limitée", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 126 rue Scott, St-Joseph d'Alma, dltrict judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1952, incorporating: Louis-Émile Hudon clerk-accountant, Antonio Girard, printing foreman, Raymond Hudon, clerk, all of the Town of Saint-Joseph d'Alma, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To engage in the printing business, under the name of "Les Imprimeurs du Lac Saint-Jean Limitée", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 126 Scott Street, St-Joseph d'Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

Les Récréations Populaires Limitée Les Récréations Populaires Limitée
(Popular Recreations Ltd.) (Popular Recreations Ltd.)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre avril 1952, constituant en corporation: Ovide Hubert, inspecteur, Eudore Labrie, médecin, J. Fred Delaney, gérant, tous de Grindstone, Iles-de-la-Madeleine, district judiciaire de Gaspé, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de propriétaires et gérants de théâtre, sous le nom de "Les Récréations Populaires Limitée" (Popular Recreations Ltd.), avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cap-aux-Meules, Iles-de-la-Madeleine, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April 1952, incorporating: Ovide Hubert, inspector, Eudore Labrie, physician, J. Fred Delaney, manager, all of Grindstone, Magdalen Islands, Judicial District of Gaspé, for the following purposes:

To carry on the general business of theatre proprietors and managers, under the name of "Les Récréations Populaires Limitée" (Popular Recreations Ltd.), with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Cap-aux-Meules, Magdalen Islands, Judicial District of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32800-o Deputy Attorney General.

L'Imprimerie L'Écho du Nord Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatorze mai 1952, constituant en corporation: Bernard Gareau, éditeur, Marcel Mousseau, agent d'affaires, Ghislaine Toupin, sténographe, fille majeure, tous de Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer en général le commerce d'imprimerie, sous le nom de "L'Imprimerie L'Écho du Nord Incorporée".

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera divisé en 725 actions ordinaires sans valeur nominale et en 725 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50.00 chacune; le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de pas moins de \$8,000.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

L'Imprimerie L'Écho du Nord Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of May, 1952, incorporating: Bernard Gareau, editor, Marcel Mousseau, business agent, Ghislaine Toupin, stenographer, spinster, all of Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on a general printing business, under the name of "L'Imprimerie L'Écho du Nord Incorporée".

The amount of the capital stock of the company will be divided into 725 common shares without nominal value and into 725 preferred shares of a par value of \$50.00 each; the amount with which the company shall commence its operations will not be less than \$8,000.

The head office of the company will be at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

L'Oeuvre Récréative des Jeunes de Maria

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du deux mai 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Oscar Berthelot, camionneur, Paul Dugas, restaurateur, Léonard LeBlanc, rentier, Rosaire Degrace, voyageur, Marcel Goulet, beurrier, tous de Maria, district judiciaire de Bonaventure, pour les objets suivants:

Grouper les jeunes dans une association leur permettant d'organiser leurs loisirs, sous le nom de "L'Oeuvre Récréative des Jeunes de Maria".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Maria, district judiciaire de Bonaventure.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

L'Oeuvre Récréative des Jeunes de Maria

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the second day of May, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Oscar Berthelot, truckman, Paul Dugas, restaurant-keepers, Léonard LeBlanc annuitant, Rosaire Degrace, traveller, Marcel Goulet, butter manufacturer, all of Maria, judicial district of Bonaventure, for the following purposes:

To form the young folks into an association which would permit them to organize recreational activities, under the name of "L'Oeuvre Récréative des Jeunes de Maria".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Maria, judicial district of Bonaventure.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

**Nouveautés Françaises, Incorporée
French Novelties, Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trente avril 1952, constituant en corporation: Rosario L. Tremblay, manufacturier, Clothilde Plamondon Tremblay, vendeuse, épouse séparée de biens dudit Rosario L. Tremblay, tous deux de la cité de Québec, Roland L. Ouellet, aviseur commercial, de Sillery, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce des garnitures de chapeaux et de vêtements, des chapeaux et des vêtements, et des produits décoratifs de tous genres.

**Nouveautés Françaises, Incorporée
French Novelties, Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of April, 1952, incorporating: Rosario L. Tremblay, manufacturer, Clothilde Plamondon Tremblay, saleslady, wife separate as to property of the said Rosario L. Tremblay, both of the city of Quebec, Roland L. Ouellet, commercial adviser, of Sillery, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture trimmings for hats and clothing, and deal in hats and clothing, and decorative products of all kinds, under the name of

res, sous le nom de "Nouveautés Françaises, Incorporée", "French Novelties, Incorporated", avec un capital de \$30,000 divisé en 3,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-q L. DÉSILETS.

Major Headwear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du troisième jour de mai 1952, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, secrétaire, Sonya Schneyer, secrétaire, tous de Montréal, Cyril E. Schwisberg, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de coiffures, sous le nom de "Major Headwear Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4318-20 Blvd St-Laurent, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800 L. DÉSILETS.

Maurice Trahan Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-six avril 1952, constituant en corporation: Maurice Trahan, marchand, Gérald Roch, comptable, Stanislas Déry, avocat, tous de la cité de St-Jean, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Exercer toutes les opérations de marchands de matériaux de construction, sous le nom de "Maurice Trahan Limitée", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

Midway Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du premier jour de mai 1952, constituant en corporation: Gregory Charlap, Max Slapack, avocats, Sylvia Teitlebaum, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

"Nouveautés Françaises, Incorporée", "French Novelties, Incorporated", with a capital stock of \$30,000 divided into 3,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

Major Headwear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1951, bearing date the third day of May 1952, incorporating: Samuel Greenblatt, Advocate, Anne Zifkin, Secretary, Sonya Schneyer, Secretary, all of Montreal, Cyril E. Schwisberg, Advocate, of Outremont, all of the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in headwear, under the name of "Major Headwear Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 250 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 4318-20 St. Lawrence Blvd. in the City and Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May 1952.

L. DÉSILETS,
32800-o Deputy Attorney General.

Maurice Trahan Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-sixth day of April, 1952, incorporating: Maurice Trahan, merchant, Gérald Roch, accountant, Stanislas Déry, advocate, all of the city of St-John's, judicial district of Iberville, for the following purposes:

To carry on, in all lines of same, the business of dealers in building requisites, under the name of "Maurice Trahan Limitée", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St. John's, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

Midway Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the first day of May 1952, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack, Advocates, Sylvia Teitlebaum, secretary, Spinter of the full age of majority, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Exercer un commerce général d'amélioration et de construction d'immeubles, sous le nom de "Midway Construction Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce premier jour de mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800 L. DÉSILETS.

To carry on a general real estate improvement and constructing business, under the name of "Midway Construction Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 250 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this first day of May 1952.

L. DÉSILETS,
32800-o Deputy Attorney General.

Montreal Junior Symphony Orchestra

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du premier mai 1952, constituant en corporation sans capital actions: Douglas Jones, administrateur, Marguerite LeClair Jones, épouse séparée de biens de Douglas Jones, ménagère, Morton Bloch, marchand, John Leslie Kelly, comptable, Lewis Vernon Elvin, professeur, Harold Raymond Byrd, gérant, Arnold Aaron, manufacturier, John Fish, architecte, Jack Ralph Bogante, avocat et conseil en loi de la Reine, tous de Montréal, Arthur James Ellison, comptable, Walter Leo Kemp, gérant, tous deux de Verdun, John William Sivers, officier d'information, de Lachine, Bernard Whittaker Burgess, ingénieur-chimiste, de la ville de Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Former, organiser et administrer un orchestre symphonique, sous le nom de "Montreal Junior Symphony Orchestra".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800 L. DÉSILETS.

Montreal Junior Symphony Orchestra

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the first day of May 1952, incorporating without share capital: Douglas Jones, Executive, Marguerite LeClair Jones, wife separate as to property of Douglas Jones, housewife, Morton Bloch, Merchant, John Leslie Kelly, accountant, Lewis Vernon Elvin, Teacher, Harold Raymond Byrd, Manager, Arnold Aaron, Manufacturer, John Fish, Architect, Jack Ralph Bogante, advocate and Queen's Counsel, all of Montreal, Arthur James Ellison, accountant, Walter Leo Kemp, manager, both of Verdun, John William Sivers, Information Officer, of Lachine, Bernard Whittaker Burgess, Chemical Engineer, of the Town of Pointe Claire, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To form, organize and manage a symphony orchestra, under the name of "Montreal Junior Symphony Orchestra".

The amount to which the value of the annual revenue from the immovable property which the corporation may possess is to be limited is \$20,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May 1952.

L. DÉSILETS,
32800-o Deputy Attorney General.

Plomberie & Chauffage Imperial Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq avril 1952, constituant en corporation: Jean Champagne, Roland Champagne, maîtres plombiers, Mary Ségol, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de la plomberie et du chauffage, sous le nom de "Plomberie & Chauffage Imperial Cie Ltée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

Plomberie & Chauffage Imperial Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1952, incorporating: Jean Champagne, Roland Champagne, master-plumbers, Mary Ségol, secretary, spinster and in use of her rights, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the industry and business of plumbing and heating, under the name of "Plomberie & Chauffage, Imperial Cie Ltée", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

Prince Restaurant Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Moses Prince, restaurateur, de la cité d'Outremont, Jean Bradu, marchand, Lucretia Ionescu, épouse commune en biens dudit Jean Bradu, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter et exercer le commerce d'un restaurant, sous le nom de "Prince Restaurant Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800 L. DÉSILETS.

Prince Restaurant Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April 1952, incorporating: Moses Prince, Restaurant Keeper, of the City of Outremont, Jean Bradu, Merchant, Lucretia Ionescu, Wife common as to property of the said Jean Bradu, of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To engage in and carry on a restaurant business, under the name of "Prince Restaurant Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32800-o Deputy Attorney General.

Record Chemical Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, Cyril E. Schwisberg, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits chimiques, marchandises et produits de caoutchouc, sous le nom de "Record Chemical Co. Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 410 rue St-Eloi, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800 L. DÉSILETS.

Record Chemical Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April 1952, incorporating: Samuel Greenblatt, Advocate, Anne Zifkin, Secretary, Spinster, of the City of Montreal, Cyril E. Schwisberg, Advocate, of the City of Outremont, all of Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in chemicals, rubber goods and products, under the name of "Record Chemical Co. Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 250 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 410 St. Eloi St., in the City and Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32800-o Deputy Attorney General.

Rental Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq avril 1952, constituant en corporation: Sol Sidney Fels, de la cité de Westmount, David L. Cahana, de la cité de Montréal, tous deux avocats, Audrey M. Sutherland, secrétaire, épouse séparée de biens de John M. A. Sutherland, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils électriques, d'automobiles, de radio ou de télévision, sous le nom de "Rental Service Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800 L. DÉSILETS.

Rental Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April 1952, incorporating: Sol Sidney Fels, of the City of Westmount, David L. Cahana, of the City of Montreal, both Advocates, Audrey M. Sutherland, Secretary, wife separate as to property of John M. A. Sutherland, of the City of Outremont, all of the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Deal in electrical, automotive, radio or television appliances, under the name of "Rental Service Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32800-o Deputy Attorney General.

Richard 5 — 10 — 15 Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-six avril 1952, constituant en corporation: Gustave Richard, marchand, Yvette Labelle-Richard, épouse commune en biens du dit Gustave Richard, Roméo Richard, journalier, de Hâvre St-Pierre, district judiciaire du Saguenay, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchand général, sous le nom de "Richard 5 — 10 — 15 Ltée", avec un capital de \$50,000 divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hâvre St-Pierre, district judiciaire du Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

Richard 5 — 10 — 15 Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-sixth day of April, 1952, incorporating: Gustave Richard, merchant, Yvette Labelle-Richard, wife common as to property of the said Gustave Richard, Roméo Richard, laborer, of Hâvre St-Pierre, judicial district of the Saguenay, for the following purposes:

To carry on the business of general store-keeper, under the name of "Richard 5—10—15 Ltée", with a capital stock of \$50,000 divided into 2,500 common shares of \$10 each and into 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Hâvre St-Pierre, judicial district of the Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, April 26, 1952.

32800 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Rina Originals Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trois mai 1952, constituant en corporation: Max Chrestohl, avocat, d'Outremont, Doris Mann, secrétaire, fille majeure, de Montréal, Brina Routtenberg, secrétaire, veuve, d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements pour dames et d'articles et commodités d'usage et de consommation personnels et domestiques, sous le nom de "Rina Originals Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800 L. DÉSILETS.

Rina Originals Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the third day of May 1952, incorporating: Max Crestohl, Advocate, of Outremont, Doris Mann, Secretary, Fille majeure, of Montreal, Brina Routtenberg, Secretary, Widow, of Outremont, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in ladies' wearing apparel and articles and commodities of personal household use and consumption, under the name of "Rina Originals Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May 1952.

32800-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Round's Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois avril 1952, constituant en corporation: Lovell Caverhill Carroll, conseil en loi de la Reine, de Ville Mont-Royal, Jean-Paul Cardinal, Gaston Massie, avocats, Thérèse Boissy, Gisèle Laurin, secrétaires, filles majeures, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands et négociants d'aucune et toutes sortes et descriptions de couvre-planchers, meubles, fournitures et accessoires de maison, substances à nettoyer et produits textiles, sous le nom de "Round's Inc.", avec un capital de \$25,000 divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Round's Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April 1952, incorporating: Lovell Caverhill Carroll, Queen's Counsellor, of the Town of Mount Royal, Jean-Paul Cardinal, Gaston Massie, Advocates, Thérèse Boissy, Gisèle Laurin, Secretaries, Spinsters of the full age of majority, of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers in and with any and all kinds and descriptions of floor coverings, house furniture furnishings and supplies, cleaning material, textiles, under the name of "Round's Inc.", with a capital stock of \$25,000 divided into 2,500 common shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800 L. DÉSILETS.

Sherbrooke Lumber & Supply Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier mai 1952, constituant en corporation: Gérard Garceau, commerçant, de Ville St-Laurent, Arthur Geoffrion, Maurice Hallé, Gilles Wilkie, tous commerçants, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bois et de matériaux de construction, sous le nom de "Sherbrooke Lumber & Supply Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées de \$100 chacune et en 200 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

South Shore Steel Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre avril 1952, constituant en corporation: Bruno Courchesne, plombier, Germain Courchesne, entrepreneur-plombier, Denise Lambert, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Germain Courchesne, tous de St-Léonard d'Aston, District judiciaire de Nicolet, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'appareils de chauffage et de tous autres appareils et objets en fer ou autre métal, sous le nom de "South Shore Steel Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Léonard d'Aston, district judiciaire de Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

**Supreme Insurance Agencies Ltd.
Agences d'Assurances Suprême Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Gérard de Trafford Worthington, courtier en assurance, de la ville de St-Michel, James Topping, John Di Massino, surintendants, Toshiko, Nakatsuka dactylo, fille majeure, de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurance et agents d'assurances, sous le nom de "Supreme Insurance Agencies Ltd.", "Agences d'assurance Suprême Ltée", avec un capital de \$5,000 divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32800-o Deputy Attorney General.

Sherbrooke Lumber & Supply Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1952, incorporating: Gérard Garceau, trader, of Ville St-Laurent, Arthur Geoffrion, Maurice Hallé, Gilles Wilkie, all traders, of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the lumber trade and deal in building requisites, under the name of "Sherbrooke Lumber & Supply Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 preferred shares of \$100 each and 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

South Shore Steel Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1952, incorporating: Bruno Courchesne, plumber, Germain Courchesne, plumbing contractor, Denise Lambert, housewife, wife separate as to property by marriage contract of said Germain Courchesne, all of St-Léonard d'Aston, judicial district of Nicolet, for the following purposes:

To manufacture and deal in heating systems and all other apparatus and objects in iron or other metal, under the name of "South Shore Steel Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Léonard d'Aston, judicial district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

**Supreme Insurance Agencies Ltd.
Agences d'Assurances Suprême Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-ninth day of April 1952, incorporating: Gerard de Trafford Worthington, Insurance broker, of the Town of St. Michel, James Topping, John Di Massino, Superintendents, Toshiko Nakatsuka, Typist, Spinster, of the city of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers and insurance agents, under the name of "Supreme Insurance Agencies Ltd."—"Agences d'Assurances Suprême Ltée", with a capital stock of \$5,000 divided into 500 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800 L. DÉSILETS.

Syndicat d'Expansion Industrielle de Plessisville, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept mai 1952, constituant en corporation: Joseph-E. Fournier, industriel, Gabriel Giguère, médecin, Louis-Edouard Presseault, comptable, Robert Marchand, avocat, Lucien Dancause, gérant d'usine, Charles Germain, marchand, Robert Lemay, publiciste, tous de Plessisville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Promouvoir, encourager, favoriser et activer l'établissement de nouvelles industries dans le village de Plessisville, sous le nom de "Syndicat d'Expansion Industrielle de Plessisville, Inc." avec un capital de \$40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$25.00 chacune et en 600 actions privilégiées de \$25.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Plessisville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-0 L. DÉSILETS.

The Shaw Trading Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Jack M. Sider, ingénieur en commerce, Larry-L. Schacter, gérant du crédit, William M. Schacter, architecte, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Négocier comme agents en utilités ménagères, ferronnerie, marchandises sèches, textiles, jouets, nouveautés, et produits alimentaires, sous le nom de "The Shaw Trading Co.", avec un capital de \$20,000 divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2037 rue Stanley, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800 L. DÉSILETS.

Vendco Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du trentième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, avocats, Moe Silverstone, commis, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fondeurs en fer, sous le nom de "Vendco Ltd.", avec un capital de

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32800-0 Deputy Attorney General.

Syndicat d'Expansion Industrielle de Plessisville, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May, 1952, incorporating: Joseph E. Fournier, industrialist, Gabriel Giguère, physician, Louis Edouard Presseault, accountant, Robert Marchand, advocate, Lucien Dancause, plant manager, Charles Germain, merchant, Robert Lemay, publicist, all of Plessisville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To promote, encourage, further and hasten the establishment of new industries in the village of Plessisville, under the name of "Syndicat d'Expansion Industrielle de Plessisville, Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 1,000 common shares of \$25 each and 600 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Plessisville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

The Shaw Trading Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April 1952, incorporating: Jack M. Sider, Business Engineer, Larry L. Schacter, Credit Manager, William M. Schacter, Architect, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To trade as agent of household utilities, hardware, dry goods, textiles, toys, novelties and foodstuffs, under the name of "The Shaw Trading Co.", with a capital stock of \$20,000 divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at 2037 Stanley Street, in the City and Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32800-0 Deputy Attorney General.

Vendco Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the thirtieth day of April 1952, incorporating: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, Advocates, Moe Silverstone, Clerk, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as iron founders, under the name of "Vendco Ltd.", with a capital stock

\$20,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général.
32800 L. DÉSILETS.

of \$20,000 divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32800-o Deputy Attorney General.

Woodlands Recreation Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept mai 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Ernest William Mockridge, gérant, Clifford George Meek, comptable, Cecil Bruce Cooke, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Administrer et diriger un centre de loisirs, sous le nom de "Woodlands Recreation Association".

Le montant auquel est limité le revenu annuel des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Woodlands, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mai 1952.

L'Assistant-procureur général.
32800 L. DÉSILETS.

Woodlands Recreation Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May 1952, incorporating without share capital: Ernest William Mockridge, Manager, Clifford George Meek, Accountant, Cecil Bruce Cooke, Secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on and conduct a community center, under the name of "Woodlands Recreation Association".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold is to be limited is \$50,000.

The head office of the Corporation will be at Woodlands, Judicial District of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May 1952.

L. DÉSILETS,
32800-o Deputy Attorney General.

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 714

Québec le 11 juin 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville, rendue obligatoire par le décret numéro 329 du 20 février 1947, amendé par les arrêtés numéros 1907-C du 19 novembre 1947, 421-B, 1038-E et 1288-D des 30 mars, 4 août et 29 septembre 1948, 623-C du 15 juin 1949, 515-A, 973-A des 3 mai et 30 août 1950, 455-A du 26 avril 1951 et 138-B du 27 février 1952, ont présenté au Ministère du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 10 mai 1952;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Order in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 714

Quebec, June 11, 1952.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the city of St. John and the town of Iberville.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the city of St. John and the town of Iberville, rendered obligatory by the decree number 329 of February 20, 1947, as amended by Orders 1907-C of November 19, 1947, 421-B, 1038-E and 1288-D of March 30, August 4 and September 29, 1948, 623-G of June 15, 1949, 515-A, 973-A of May 3 and August 30, 1950, 455-A of April 26, 1951 and 138-B of February 27, 1952, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the Quebec Official Gazette, issue of May 10, 1952;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE ledit décret, numéro 329, soit modifié comme suit:

1° L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Taux de salaire minima*: Les taux de salaires minima suivants doivent être payés:

Métiers:	Taux horaires
Ajusteurs de gicleurs.	\$1.35
Briqueteur, plâtrier (travaux ordinaires ou d'ornementation), maçon, y compris le ta leur sur le chantier, poseur de blocs de ciment, tireur de joints.	1.52
Calfat.	1.25
Charpentier, menuisier, mécanicien dans la construction, y compris les opérations suivantes: formes à béton (boutique ou chantier), posage de paravents (bois ou métal), châssis, fenêtres, "weatherstrips" bardeaux (bois ou amiante ou composition), divisions en acier, ameublements, tels que comptoirs et tablettes (fixes ou mobiles), tout papier composition, y compris le posage de plancher en bois, amiante gaufré et l'assemblage de maisons préfabriquées.	1.25
Compagnon-menuisier en première année de pratique.	1.10
Charretier.	0.95
Chauffeur de camion.	1.05
Chauffeur (construction).	1.00
Chauffeur de bouilloire, devant posséder un certificat de 4ème classe.	1.15
Conducteur de monte-charge.	1.05
Conducteur de "Bulldozer".	1.15
Conducteur de rouleau compresseur (vapeur ou essence).	1.15
Conducteur de tracteur.	1.15
Conducteur de niveleuse.	1.15
Couvreur — ardoise, tuile.	1.60
Couvreur — composition, gravier, sable, asphalte.	1.25
Couvreur de plancher — linoléum, caoutchouc, asphalte ou équivalent (feuilles et tuiles).	1.15
Aide et apprenti couvreur de plancher.	0.95
Electricien — compagnon.	1.35
Compagnon-électricien en première année de pratique.	1.10
Finisseur de ciment.	1.35
Finisseur de plancher en mastic.	1.30
Foreur et poudrier.	1.25
Forgeron sur chantier.	1.25
Gréeur.	1.25
Gratteur, polisseur, sableur de plancher à la main ou à la machine.	1.25
Homme de chaudière.	0.95
Journalier (ouvrier non qualifié).	0.95
Manceuvre, porteur d'oiseau.	0.95
Limeur de scies.	1.25
Machinistes.	1.25
Mécanicien de machines fixes ou mobiles.	1.20
Ouvrier-tôlier et ferblantier-couvreur (boutique ou chantier).	1.35
Peintre, aspergeur, décorateur, vitrier, tapisserie, vernisseur de plancher.	1.25
Compagnon-peintre en première année de pratique.	1.10
Plombier, poseur d'appareil de chauffage, — mécanicien en tuyauterie: —	
Compagnon.	1.35
Compagnon junior.	1.20
Mécanicien en isolement de tuyauterie.	1.35
Soudeur en tuyauterie (acétylène ou électricité).	1.35
Poseur de brûleurs à l'huile.	1.35
Pilonneur, lisseur et épandeur d'asphalte.	1.05

THAT the said decree, number 329, be amended as follows:

1. Section III is replaced by the following:

"III. *Minimum wage rates*: The following minimum rates of wages shall be paid:

Trades	Hourly rates
Sprinkler fitter.	\$1.35
Bricklayer, plasterer (ordinary or ornamental work) mason, including cutter on the job, cement block layer, joint pointer.	1.52
Caulkers.	1.25
Carpenter, joiner, construction mechanic, including the following operations: concrete forms (shop of job), screen laying (wood or metal), frames, windows, weatherstrips, shingles (wood or asbestos or composition), steel partitions, furniture such as counters and shelves (fixed or moveable), any composition paper, including the laying of wood floors, corrugated asbestos and the assembling of prefabricated houses.	1.25
Journeyman-joiner, 1st year.	1.10
Horse driver.	0.95
Truck driver.	1.05
Fireman (construction).	1.00
Boiler fireman with 4th class certificates.	1.15
Freight elevator operator.	1.05
Bulldozer operator.	1.15
Roller operator (steam or gasoline).	1.15
Tractor operator.	1.15
Grader operator.	1.15
Roofer — slate, tile.	1.60
Roofer — composition, gravel, sand, asphalt.	1.25
Floor finisher — linoleum, rubber, asphalt or equivalent (sheet and tile).	1.15
Floor finishing helper and apprentice.	0.95
Journeyman electrician.	1.35
Journeyman electrician, 1st year.	1.10
Cement finisher.	1.35
Mastic floor finisher.	1.30
Drill operator and blaster.	1.25
Blacksmith on the job.	1.25
Rigger.	1.25
Floor scraper and polisher, hand or machine.	1.25
Kettleman.	0.95
Labourer (common worker).	0.95
Labourer, hod carrier.	0.95
Saw setter.	1.25
Machinist.	1.25
Stationary or portable engineman.	1.20
Tinsmith and sheet metal roofer (shop or job).	1.35
Painter, sprayman, decorator, glazier, paper hanger, floor varnisher.	1.25
Journeyman painter, 1st year.	1.10
Plumber, steamfitter, pipe mechanic:	
Journeyman.	1.35
Junior journeyman.	1.20
Pipe insulation mechanic.	1.35
Pipe welder (acetylene or electricity).	1.35
Oil burner mechanic.	1.35
Asphalt ramming, smoothing and spreading.	1.05

Porteur d'eau.	0.95	Water carrier.	0.95
Préposé à la canalisation, mateur et soudeur.	1.05	Piping, caulkers and welders.	1.05
Poseur d'acier d'armature.	1.35	Reinforcing steel erector.	1.35
Poseur de liège isolateur.	1.40	Cork insulation layer.	1.40
Poseur de marbre.	1.65	Marble layer.	1.65
Poseur de plancher en mastic.	1.50	Mastic floor layer.	1.50
Poseur de terrazzo.	1.58	Terrazzo layer.	1.58
Poseur de tuiles.	1.58	Tile layer.	1.58
Poseur de lattes en bois ou en métal.	1.25	Lather, wood or metal.	1.25
Préposé au compresseur.	1.20	Compressor operator.	1.20
Préposé aux grues.	1.35	Crane operator.	1.35
Préposé au malaxeur à vapeur ou au gros malaxeur à gazoline.	1.35	Steam Leavy or gasoline mixer operator.	1.35
Préposé au malaxeur à l'électricité ou au petit malaxeur à gasoline.	1.00	Electric or light gasoline mixer operator.	1.00
Préposé aux bouilloires (travail de plancher seulement).	1.20	Kettleman, flooring only.	1.20
Préposé aux machines à polir le terrazzo: machine à sec.	1.43	Terrazzo polishing machine operator: dry process.	1.43
machine à l'eau.	1.25	wet process.	1.25
Préposé aux pelles mécaniques.	1.35	Shovel operator.	1.35
Gardien sur chantier (nuit et jour, sans limite de la durée quotidienne de travail, maximum hebdomadaire 72 heures).	0.80	Watchman on the job (night and day, unlimited daily hours of work, weekly maximum of 72 hours).	0.80
Surveillant, employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de 4ème classe (sans limite de la durée journalière de travail, maximum hebdomadaire 72 heures).	1.20	Watchman, also employed as fireman but with 4th class certificate (unlimited daily hours of work, weekly maximum of 72 hours).	1.20

Vérificateur de matériel et pointeur. 48.60
 Lorsque du travail est exécuté par une équipe de nuit (2ème équipe), les salariés de cette équipe doivent recevoir un boni de \$0.15 l'heure."

2° L'article IX est remplacé par le suivant:
 "IX. Le travail exécuté en dehors des heures régulières doit être rémunéré à temps et demi.

Le travail urgent, c'est-à-dire celui qui doit être exécuté pour éviter des dommages à la personne et/ou à la propriété, peut être fait en dehors des heures régulières et payé au taux régulier. La justification de cette urgence incombe à l'employeur."

3° Le paragraphe "k" de l'article XII est remplacé par le suivant:

"k) Les taux de salaires suivants doivent être payés aux apprentis des métiers ci-après mentionnés:

	<i>Taux horaire</i>
1. Charpentier-menuisier, peintre, aspergeur, vitrier, décorateur, tapissier et vernisseur:	
1ère année.	\$0.80
2ème année.	0.85
3ème année.	0.90
4ème année.	1.00
2. Électricien, plombier, poseur d'appareils de chauffage, mécanicien en tuyauterie, soudeur en tuyauterie, ouvrier-tôlier et ferblantier-couvreur:	
1ère année.	0.80
2ème année.	0.90
3ème année.	0.95
4ème année.	1.00
3. Briqueteur, maçon, plâtrier:	
1ère année.	1.00
2ème année.	1.05
3ème année.	1.10
4ème année.	1.25
4. Poseur de brûleurs à l'huile:	
1ère année.	0.90
2ème année.	1.00"

(Document "A" annexé à l'arrêté)

Material checker and time-keeper. 48.60
 When work is done by a night shift (2nd shift), the employees of such shift shall be paid a bonus of \$0.15 per hour."

2. Section IX is replaced by the following:
 "IX. All time worked beyond the regular hours shall be paid at the rate of time and one half.

Urgent work, meaning the work which must be executed to avoid damages to persons and/or properties, may be carried out outside the regular hours and paid the regular rates. Justification of the urgency shall lie with the employer."

3. Subsection "k" of section XII is replaced by the following:

"k) The following minimum wage rates shall be paid to apprentices of the trades hereafter mentioned:

	<i>Hourly rates</i>
1. Carpenter-joiner, painter, spinkler fitter, glazier, decorator, paper hanger and varnisher:	
1st year.	0.80
2nd year.	0.85
3rd year.	0.90
4th year.	1.00
2. Electrician, plumber, steamfitter, pipe mechanic, pipe welder, sheet-metal worker and tinsmith-roofer:	
1st year.	0.80
2nd year.	0.90
3rd year.	0.95
4th year.	1.00
3. Bricklayer, mason, plasterer:	
1st year.	1.00
2nd year.	1.05
3rd year.	1.10
4th year.	1.25
4. Oil burner fitter:	
1st year.	0.90
2nd year.	1.00"

(Document "A" annexed to the order)

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour Supérieure, N° 725. Dame Lily Stirling, de Huntingdon, épouse commune en biens de Charles McConville, conducteur de bestiaux, du même endroit, a intenté contre son mari une action en séparation de biens.

Valleyfield, le 17 juin 1952.

Le Procureur de la demanderesse,
SAMUEL MOSKOVITCH, C.R.
423 rue Mayor, Montréal, Qué. 32828

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, Cour Supérieure, N° 13094. Dame Germaine Leblond, demanderesse, vs Armand Lampron, défendeur.

Dame Germaine Leblond, de la paroisse de St. Etienne des Grès, district des Trois-Rivières, épouse de Armand Lampron, boulanger du même lieu, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Trois-Rivières, le 14 juin 1952.

Les Procureurs de la demanderesse,
MÉTHOT & MÉTHOT.
32829-o

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Beauharnois, Superior Court, No. 725. Dame Lily Stirling, of Huntingdon, District of Beauharnois, wife common as to property of Charles McConville, Drover, of the same place, has instituted against her husband an action in separation as to property.

Valleyfield, June 17th, 1952.

SAMUEL MOSKOVITCH, Q.C.,
Attorney for Plaintiff.
423 Mayor St., Montreal, Que. 32828-o

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, Superior Court, No. 13094. Dame Germaine Leblond, plaintiff, vs Armand Lampron, defendant.

Dame Germaine Leblond, of the parish of St. Etienne des Grès, district of Trois-Rivières, wife of Armand Lampron, baker of the same place, has instituted against her husband an action in separation as to property.

Trois-Rivières, June 14, 1952.

MÉTHOT & MÉTHOT,
Attorneys for the plaintiff.
32829

Avis divers

PAROISSE DE SAINT-HENRI-DE-TAILLON
(Comté du Lac Saint-Jean)

Tirage d'Obligations

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement numéro 129, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00: C-5, C-17, C-24.

Dénomination de \$500.00: D-102, D-118.

Lesdites obligations seront remboursables le premier août 1952, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD TURCOTTE.
32801-o

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 2 juin 1952, les règlements un à onze inclusivement de "Woodlands Recreation Association" tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 28 mai 1952, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec, R.S.Q., 1941, chapitre 276.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 11e jour de juin 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.
32802

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Les Grosses Roches", en date du 5 mai, 1952, dont le siège social est situé à Les Grosses Roches, comté de Matane, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 21 mai 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.
32810-o

Miscellaneous Notices

PARISH OF SAINT HENRI DE TAILLON
(County of Lake St. John)

Drawing of Bonds

The following bonds, issued under By-law 129, have been drawn by lots:

Dénomination of \$100.00: C-5, C-17, C-24.

Dénomination of \$500.00: D-102, D-118.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of August 1952, from which date they shall cease to bear interest.

GÉRARD TURCOTTE,
Secretary-Treasurer.
32801-o

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary approved on June 2nd, 1952, By-laws one to eleven inclusive of "Woodlands Recreation Association", as adopted at the meeting held on May 28th, 1952, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act, R.S.Q., 1941, chapter 276.

Given at the office of the Provincial Secretary the 11th day of June, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.
32801-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Les Grosses Roches", under date the 5th day of May, 1952, whereof the head office is at Les Grosses Roches, county of Matane, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, May 21, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.
32810

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Travailleurs du vêtement de Coaticook", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 14 mai 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

32811-0

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Travailleurs du Vêtement de Coaticook" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on May 14, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Coaticook, judicial district of Saint Francis.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

32811

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "The Credit Union Army, Navy & Air Force Veterans (Quebec unit No. 33), en date du 9 avril 1952, dont le siège social est situé à 46, d'Youville, Quebec, district de Québec, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 2 juin 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

32812-0

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "The Credit Union Army, Navy & Air Force Veterans (Quebec Unit No. 33), under date April 9, 1952 whereof the head office is at 46, d'Youville, Quebec, District of Quebec, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
June 2, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

32812

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de L'U.C.C. de St-Cléophas", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 10 avril 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Cléophas, comté de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

32815-0

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de L'U.C.C. de St-Cléophas", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on April 10, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Cléophas, county of Joliette.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

32815

AVIS DE CONFIRMATION DE RÈGLEMENT

Avis est donné qu'il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder son approbation au règlement N° 29 de la compagnie "Thomas Robertson & Company Limited", augmentant son capital-actions par la création de 150,000 nouvelles actions privilégiées (secondes) de \$5 chacune, sujettes aux droits et restrictions mentionnées audit règlement, le tout selon les dispositions de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporation (S.R.Q. 1941, chap. 280).

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
le 16 juin 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

32800-0

NOTICE OF CONFIRMATION OF BY-LAWS

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to grant his approval to By-law No. 29 of the "Thomas Robertson & Company Limited", increasing its capital stock by the creation of 150,000 new preferred shares (seconds) of \$5 each, subject to the rights and restrictions mentioned in the said by-law, the whole according to the provisions of the Special Corporate Powers Act (R.S.Q. 1941, chap. 280).

Given at the office of the Provincial Secretary,
June 16, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

32800

GENERAL FABRICS LIMITED

Règlement spécial "A"
Distribution de l'actif

Attendu que cette compagnie a cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de ventiler ses affaires et n'a pas de dettes ou obligations qui n'ont pas été pourvues ou protégées;

En conséquence, qu'il soit décrété comme un règlement de cette compagnie que les directeurs

GENERAL FABRICS LIMITED

Special By-Law "A"
Distribution of assets

Whereas this Company has ceased to carry on business, except for the purpose of winding-up its affairs, and has no debts or obligations that have not been provided for or protected;

Wherefore, be it enacted, as a By-law of this Company, that the Directors be and they are

soient et ils sont, par les présentes, autorisés et ont le pouvoir de distribuer immédiatement tout l'actif de cette compagnie entre ses actionnaires.

Montréal, 11 juin 1952.

Certifié vraie copie.

(Seau)
32822

Le Secrétaire,
CHAS. E. KANE.

hereby authorized and empowered forthwith to distribute all the assets of this Company among its Shareholders.

Montreal, June 11th, 1952.

Certified true copy.

(Seal)
32822-o

CHAS. E. KANE,
Secretary.

J. L. FORTIN, LIMITÉE

J. L. FORTIN, LIMITÉE

Règlement relatif à la diminution du nombre des directeurs.

By-law respecting the decrease in the number of Directors.

"Sur proposition dûment secondée, il est décidé à l'unanimité que le nombre des directeurs de cette Compagnie soit et il est par les présentes réduit de quatre à trois, de façon à ce que le bureau de direction de la Compagnie se compose à l'avenir de trois directeurs."

"On a motion duly seconded, it was unanimously decided that the number of directors of this Company be and the same is hereby reduced from four to three, so that the Board of Directors of the Company will be composed in future of three directors."

Vraie copie d'un règlement adopté à l'assemblée des actionnaires de J. L. Fortin, Limitée, tenue à Trois-Rivières, le cinq juin 1952, à laquelle les actionnaires présents représentaient au-delà des deux-tiers en valeur des actions.

True copy of a By-law adopted at a meeting of the shareholders of J. L. Fortin, Limitée, held at Trois-Rivières, June fifth, 1952, at which the shareholders present represented more than two-thirds in the value of the shares.

Le Secrétaire,
32838-o FERNAND-G. GRENIER.

32838 FERNAND G. GRENIER,
Secretary.

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat des Fonctionnaires Municipaux d'Asbestos", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 10 juin 1952.

The formation of an association under the name of "Le Syndicat des Fonctionnaires Municipaux d'Asbestos" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on June 10, 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Asbestos, district judiciaire de Saint-François.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Asbestos, judicial district of Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32839-o JEAN BRUCHÉSI.

32839 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National Catholique des Barbiers-Coiffeurs et Coiffeuses pour Dames de Drummondville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 10 avril 1952.

The formation of an association under the name of "Syndicat National Catholique des Barbiers-Coiffeurs et Coiffeuses pour Dames de Drummondville", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on April 10, 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à 175, rue St-Marcel, Ville St-Joseph, comté de Drummond.

The principal place of business of the said professional syndicate is at 175, St-Marcel Street, Town of St-Joseph, county of Drummond.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32840-o JEAN BRUCHÉSI.

32840 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Les Services Médicaux et Hospitaliers de Hull et de Gatineau", en date du 7 juin 1952, dont le siège social est situé à Gatineau, comté de Papineau, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Les Services Médicaux et Hospitaliers de Hull et de Gatineau" under date June 7, 1952 whereof the head office is at Gatineau, county of Papineau, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 13 juin 1952.

Given at the office of the Provincial Secretary, June 13, 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32843-o JEAN BRUCHÉSI.

32843 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Avis est donné, que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 19 juin 1952, les règlements spéciaux E-1 et E-2 de "L'Ecole Supérieure de Commerce de Québec Inc.", tels qu'adoptés à l'assemblée spéciale tenue le 16 juin 1952, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec, (R.S.Q., 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 19 juin 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,

32844-o

JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the special By-laws E-1 and E-2 of the "Ecole Supérieure de Commerce de Québec Inc.", as adopted at the special meeting held on June 16, 1952, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on June 19, 1952, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies' Act. (R.S.Q., 1941, chapter 276.)

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th of June, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,

32844

Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

AVIS DE DEMANDE D'ABANDON DE CHARTE

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Hôtel La Normandie Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 mai 1939, demandera au Procureur général et au Ministre des Affaires Municipales et du Commerce et de l'Industrie de la Province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, ce 11ième jour de juin 1952.

Le Secrétaire,

32803

E.-LUDGER BOULET.

AVIS

Conformément aux dispositions de la loi des Compagnies, avis est donné que "Standard Machine Shop Limited", ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, s'adressera à l'honorable Procureur général, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal 23 mai 1952.

STANDARD MACHINE SHOP LIMITED,

Le Président,

32804-o

CHARLES VALIQUETTE.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Sylvia Lang Frocks Inc." a l'intention de demander au Procureur général de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 30 mai 1952.

Le Procureur de la requérante,

32805

BEN BERNSTEIN.

FERDINAND GUILMETTE, LIMITÉE

Ferdinand Guilmette, Limitée, corporation ayant son bureau à 33 rue de la Couronne, Québec, donne avis qu'elle s'adressera, sans délai, à l'honorable Procureur général pour demander la permission d'abandonner sa charte et être déclarée dissoute.

Québec, le 16 juin 1952.

Le Président,

32813-o

ROLAND GUILMETTE.

DORLENE REALTY CORP.

Avis est par ces présentes donné que "Dorlene Realty Corp.", a l'intention de faire application au Procureur Général de la Province de Québec, pour abandon de sa charte.

12 juin 1952.

Le Secrétaire,

32814-o

Mrs. DOROTHY SAMIT.

Charters — Surrender of

NOTICE FOR SURRENDER OF CHARTER

Notice is hereby given that under part one of the Quebec Company's Act, the Company "Hôtel La Normandie Inc.", already incorporated by letters patent dated the 8th of May 1939, will apply to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs and Trade and Commerce, of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter.

Québec, June 11th, 1952.

E.-LUDGER BOULET,

32803-o

Secretary.

NOTICE

In accordance with the Quebec Companies' Act, notice is hereby given that "Standard Machine Shop Limited", with Head Office at Montreal, District of Montreal, will apply to the Attorney General for the Province of Quebec, for leave to surrender its charter.

Montreal, May 23rd, 1952.

STANDARD MACHINE SHOP LIMITED,

CHARLES VALIQUETTE,

32804-o

President.

Notice is hereby given under the Quebec Companies' Act that "Sylvia Lang Frocks Inc." intends to apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, May 30th, 1952.

BEN BERNSTEIN,

32805-o

Attorney for & petitioner.

FERDINAND GUILMETTE, LIMITÉE

Ferdinand Guilmette, Limitée, 33 Crown Street, Quebec, gives notice that it will make application to the Attorney General for the surrender of its Charter and the dissolution of the company.

Quebec, June 15, 1952.

ROLAND GUILMETTE,

32813-o

President.

DORLENE REALTY CORP.

Notice is hereby given under the Quebec Companies' Act and amendments that "Dorlene Realty Corp.", intends to apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

June 12th, 1952.

Mrs DOROTHY SAMIT,

32814-o

Secretary.

GENERAL FABRICS LIMITED

Avis est donné que la compagnie "General Fabrics Limited", a l'intention de s'adresser au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

Daté en la cité de Montréal, le 11 juin 1952.

Le Secrétaire,
32823 CHAS. E. KANE.

GENERAL FABRICS LIMITED

Notice is hereby given that "General Fabrics Limited", intends to make application to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter pursuant to the provisions of Section 26 of the Companies' Act.

Dated at the City of Montreal this 11th day of June, 1952.

CHAS. E. KANE,
Secretary.

WILDER-BERMINGHAM INVESTMENT CORPORATION

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Wilder-Birmingham Investment Corporation", donne par les présentes avis, qu'elle demandera au Procureur général de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Montréal, ce 3e jour de juin 1952.

Le Secrétaire,
32830 RAY. VALENTINE.

WILDER-BERMINGHAM INVESTMENT CORPORATION

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Wilder-Birmingham Investment Corporation", hereby gives notice that this Company will apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its Charter and its cancellation from a date to be fixed by him.

Dated at Montreal this 3rd day of June, 1952.

RAY. VALENTINE,
Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Avis est donné que la compagnie "The Great Western Garment Company Limited", a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette Province.

L'agent principal de la compagnie dans cette Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est Gilles de Billy, de 2040 rue Bourbonnière, Sillery, en la province de Québec.

Le bureau principal de la corporation dans la Province sera établi à Québec, dans le district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 19 juin 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32800-0 JEAN BRUCHÉSI,

Company Licensed to do Business

Notice is hereby given that the company "The Great Western Garment Company Limited", has been duly licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

Its chief agent, in the Province, for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Gilles de Billy, of 2040 Bourbonnière Street, Sillery, in the Province of Quebec.

The head office in the Province is to be established at Quebec, in the Judicial District of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 19, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Compagnies dissoutes

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrite par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Autobus Archambault Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 juin 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juin 1952 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 17 juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
23800-0 L. DÉSILETS.

Companies Dissolved

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Autobus Archambault Ltée", incorporated by letters patent dated June 29, 1950.

Notice is also given that from and after June 15, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, June 17, 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Clark-Venis Lumber Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 juillet 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juin 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 17 juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Hotel Yamaska Incorporée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 juillet 1951.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juin 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 17 juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Kabacoubdji Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 décembre 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juin 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 17 juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
32800-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Clark-Venis Lumber Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated July 17, 1946.

Notice is also given that from and after June 15, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, June 17, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

Notice is here given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Hotel Yamaska Incorporée", incorporated by letters patent dated July 4, 1951.

Notice is also given that from and after June 15, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, June 17, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

Notice is here given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Kabacoubdji Limited", incorporated by letters patent dated December 6, 1944.

Notice is also given that from and after June 15, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, June 17, 1952.

L. DÉSILETS,
32800 Deputy Attorney General.

Département de l'Instruction publique

No. 617-52.

Québec, le 11 juin 1952.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de "Partie Est du Village de Lauzon, dans le comté de Lévis, en celui de "Sainte-Bernadette-Soubirous", même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
32784-24-2-o par B.-O. FILTEAU.

N° 576-52

Québec, le 17 juin 1952.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Vaudreuil, dans le comté du même nom, les lots 1899 à 1925 inclusivement du cadastre officiel de Vaudreuil et de les annexer à la municipalité scolaire catholique de Hudson, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
32820-25-2-o Par B. O. FILTEAU.

Department of Education

No. 617-52.

Quebec, June 11, 1952.

Application is made to change the name of the school municipality of "Partie Est du Village de Lauzon" in the county of Lévis, to that of "Sainte-Bernadette-Soubirous", same county.

Superintendent of Education,
32784-24-2-o per: B. O. FILTEAU.

No. 576-52

Quebec, June 17, 1952.

Application is made to detach from the school municipality of Vaudreuil, in the county of the same name, lots 1899 to 1925 inclusively, of the official cadastre for Vaudreuil and to annex them to the Catholic school municipality of Hudson, in the same county.

Per B. O. FILTEAU,
32820-25-2 For the Superintendent of Education.

N° 146-52

Québec, le 12 juin 1952.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 28 mai 1952, de détacher de la municipalité scolaire de St-Jean-Port-Joli, dans le comté de l'Islet, la partie du lot N° 452 du cadastre officiel de St-Jean-Port-Joli, appartenant à monsieur Louis-G. Bois, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Aubert, même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1952.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
32834-o O. J. DESAULNIERS.

No. 146-52

Quebec, June 12, 1952.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by order dated May 28, 1952, to detach from the school municipality of St-Jean-Port-Joli, in the county of l'Islet, that part of lot No. 452 of the official cadastre of St-Jean-Port-Joli, belonging to Mr. Louis G. Bois, and to annex it to the school municipality of Saint-Aubert, same county.

The said order in council to become effective on the first of July, 1952.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 273-52

Québec, le 12 juin 1952.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 28 mai 1952, de former en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Des Buissons", dans le comté de Saguenay, le territoire ci-dessous décrit, qui n'était pas organisé au point de vue scolaire:

La partie du canton Manicouagan limitée comme suit, savoir:

Au Nord: Commencant à la tête des chûtes à l'embouchure de la rivière Manicouagan, à un point définissant l'angle nord-est dudit canton; de là, astronomiquement ouest, 388 chaînes plus ou moins, jusqu'à la rive est de la rivière Outardes;

A l'ouest: La rivière Outardes;

Au sud: L'extrémité nord des lots nos 1 à 22 du rang de la Pointe-aux-Outardes, puis le fleuve St-Laurent;

A l'est: La municipalité scolaire de Pointe-Lebel, et au nord-est, par la rivière Manicouagan.

Cet arrêté ministériel prendra effet immédiatement.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
32834-o O. J. DESAULNIERS.

No. 273-52

Quebec, June 12, 1952.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order dated May 28, 1952, to erect into a separate school municipality, under the name of "Des Buissons", in the county of Saguenay, the territory hereinafter described, which has not yet been organized as regards schools.

The part of the township Manicouagan, bounded as follows, to wit:

On the north: starting at the head of the falls at the mouth of the Manicouagan river, at a point defining the northeast corner of the said township; thence, west astronomically, 388 chains, more or less, as far as the east bank of the Outardes river.

On the west: the Outardes river.

On the south: the north extremity of lots Nos. 1 to 22 of the Pointe-aux-Outardes range, and the St. Lawrence river.

On the east: the school municipality of Pointe-Lebel, and on the northeast by the Manicouagan river.

The said order in council to become effective immediately.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 199-52.

Québec, le 13 juin 1952.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 4 juin 1952, de détacher de la municipalité scolaire du Village de Compton, dans le comté de Compton, pour les annexer à la municipalité scolaire du Canton de Compton, même comté, les lots ci-dessous décrits, savoir:

"Le lot 8-A du rang V (5) du Canton de Compton moins la partie dudit lot qui se trouve à l'est du chemin de fer traversant dans son coin nord-est; le lot 8-B du même rang et du même canton; la partie du lot 9-A du même rang et du même canton, située au sud du chemin public, traversant ledit lot dans son coin sud-ouest; le lot 8-E du rang IV (4) sauf cette partie dudit lot d'environ deux acres dans le coin nord-ouest borné au sud et à l'est par le ruisseau."

Cet arrêté en conseil prendra effet le premier juillet 1952.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
32834-o O. J. DESAULNIERS.

No. 199-52.

Quebec, June 13, 1952.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated June 4, 1952, to detach from the school municipality of the Village of Compton, in the county of Compton, to annex them to the school municipality of the township of Compton, same county the lots hereinafter described to wit:

Lot 8-A of range V (5) in the township of Compton, less that part of the said lot situate east of the railroad, crossing its northeast corner; lot 8-B of the same range and of the same township; Part of lot 9-A of the same range and of the same township, situate to the south of the public road, crossing the said lot in its southwest corner; lot 8-E of range IV (4) with the exception of that part of the said lot of about two acres, in the northwest corner, bounded on the south and on the east by the brook.

The said order in council to become effective on the first of July, 1952.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 233-52.

Québec, le 12 juin 1952.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 4 juin 1952, de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Contrecoeur, dans le comté de Verchères, les lots 118 à 152 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Contrecoeur, et

No. 233-52.

Quebec, June 12, 1952.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated June 4, 1952, to detach from the school municipality of the parish of Contrecoeur, in the county of Verchères, lots 118 to 152 inclusively, on Official Cadastre of the parish of Contrecoeur and

de les annexer à la municipalité scolaire du village de Contrecoeur, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1952.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
32834-o O. J. DESAULNIERS.

N° 398-52.

Québec, le 12 juin 1952.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 4 juin 1952, de changer le nom de la municipalité scolaire de la Ville de St-Jean, dans le comté de St-Jean, en celui de "Cité de St-Jean", même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
32834-o O. J. DESAULNIERS.

to annex them to the school municipality of the village of Contrecoeur, same county.

The said order in council to become effective on the first of July, 1952.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 398-52.

Quebec, June 12, 1952.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated June 4, 1952, to change the name of the school municipality of the Town of St. John's in the county of St. John's into that of "City of St. John's", same county.

The said order in council to become effective eight days after the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du canton d'Arthabaska, paroisse de Ste-Victoire (maintenant partie de la ville de Victoriaville) division d'enregistrement d'Arthabaska.

Avis est par la présente donné que les lots 459-309 à 459-314 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 mai 1952.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

32816-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foy (maintenant partie de la Ville de Ste-Foy) division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 170-4, partie 175-1, 170-5 partie de 175-2; les lots 161, 168, 169, 171 et partie des lots 170 et 175 sont annulés et le lot 390 est ajouté, en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 juin 1952.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

32816-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Lachine (maintenant partie de la Cité de Lachine) Division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 894-85 et 894-86 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 juin 1952.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

32816-o

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official Cadastre of the township of Arthabaska, Parish of Ste. Victoire (Now part of the Town of Victoriaville) registration division of Arthabaska.

Notice is hereby given that lots 459-309 to 459-314 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, May the 26th, 1952.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

32816-o

NOTICE

Official Cadastre of the parish of Ste. Foy (Now part of the Town of Ste. Foy) Registration Division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 170-4, part of 175-1, 170-5, part of 175-2; lots 161, 168, 169, 171 and part of lots 170 and 175 are cancelled and lot 390 is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, June the 4th, 1952.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

32816-o

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of Lachine (now part of the City of Lachine) Registration Division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 894-85 and 894-86 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, June the 4th, 1952.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

32816-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Syndicat des maîtres artisans barbiers du district de St-François lui a présenté une requête à l'effet d'être traité comme partie co-contractante à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier et de coiffeur dans la région de Sherbrooke, rendue obligatoire par le décret numéro 918 du 4 juin 1947.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 juin 1952.

32833-0

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that "Le Syndicat des Maîtres Artisans Barbiers du District de St. François" has submitted to him a request to be treated as co-contracting party to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the district of Sherbrooke, rendered obligatory by the decree number 918 of June 4, 1947.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 21, 1952.

32833-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par la présente, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) que les deux règlements spéciaux ci-après mentionnés, adoptés par le Comité paritaire de l'Industrie du Meuble de Québec, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 714 du 11 juin 1952 (section "C") et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit comité paritaire déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 682 du 4 juin 1952 (section "D").

En vertu de la Loi, lesdits règlements dont le texte suit ont été déclarés obligatoires:

"Art. 31. *Tenue du registre*: Conformément aux dispositions de la Loi, tout employeur professionnel assujéti au décret numéro 505 du 7 mai 1952 et ses amendements, doit tenir un registre où sont indiqués les nom, prénom et résidence de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou compétence, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail, le salaire et le taux de gages payés, avec mention du mode et de la date de paiement. Ce registre doit être tenu conformément à la façon déterminée et prescrite par le comité paritaire."

"Art. 32. *Rapport mensuel*: Conformément aux dispositions de la Loi, tout employeur professionnel assujéti au décret numéro 505 du 7 mai 1952 et ses amendements, doit transmettre au comité paritaire un rapport mensuel écrit, signé par l'employeur qui le soumet ou par une personne responsable à son emploi. Ce dit rapport doit indiquer les nom, prénom et résidence de chaque salarié, sa classification ou sa qualification, le nombre d'heures de travail régulier et supplémentaire fait par lui durant chaque semaine de la période pour laquelle le rapport est soumis, la nature de son travail, le taux horaire et le montant de gages payé chaque semaine. Ledit rapport mensuel doit être transmis sur une formule fournie par le comité paritaire et doit être parvenu audit comité le ou avant le quinzième jour de chaque mois, pour le mois précédent."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 juin 1952.

32833-0

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the following two special by-laws, adopted by the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec, have been approved by Order in Council number 714 of June 11, 1952, (part "C") and added to the constitution and general by-laws of the said parity committee already approved by Order in Council number 682 of June 4, 1952, (part "D").

In pursuant of Act, the said following by-laws have been rendered obligatory:

"Sec. 31. *Keeping of a register*: Pursuant to the provisions of the Act, every professional employer governed by the decree number 505 of May 7, 1952, shall keep a register of the names and place of residence of all employees in his employ, their competency, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of the work, the wages and wage rates paid with mention of the mode and date of payment. This register shall be kept as determined and prescribed by the Parity Committee."

"Sec. 32. *Monthly report*: Pursuant to the provisions of the Act, every professional employer governed by the decree number 505 of May 7, 1952, shall submit to the Parity Committee a monthly report in writing signed by the employer concerned or by an authorized person in his employ. Such report shall give the names and address of all employers, their classification and competency, the number of regular and overtime hours worked during each week of the period for which the report is made, the nature of the work, the hourly rate and the amount of wages paid each week. The said monthly report shall be forwarded on a form supplied by the Parity Committee and shall reach the said Committee on or before the fifteenth day of the month for the preceding month."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 21, 1952.

32833-0

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF LOWER ST. LAWRENCE

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collège College
Lebel.....	Gérard.....	22	Rivière du-Loup	Ste-Anne-de-la-Pocatière
Jourdain.....	Claude.....	22	Cap-Chat	L'Assomption, Worcester, Mass.

Rimouski, le 12 juin 1952 — Rimouski, June 12th, 1952.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
MAURICE TESSIER,
Secretary of Lower St. Lawrence Bar.

32817-25-2-o

BARREAU DE BEDFORD — BAR OF BEDFORD

CANDIDAT POUR L'EXAMEN D'ORDRE THÉORIQUE (3ième année)
CANDIDATE FOR THE EXAMINATION OF THEORETICAL ORDER (3rd Grade)

Examens de juin 1952 — Examinations of June, 1952.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Marquis.....	Jean.....	23	Granby.

7 juin 1952. — June 17, 1952.

Le Secrétaire du Barreau de Bedford,
Le Secrétaire du Barreau de Bedford,
JACQUES MARCHESSAULT,
Secretary of the Bar of Bedford.

32817-25-2-o

BARREAU DE BEDFORD — BAR OF BEDFORD

CANDIDAT POUR L'EXAMEN D'ORDRE THÉORIQUE (4ième année)
CANDIDATE FOR THE EXAMINATION OF THEORETICAL ORDER (4th Grade)

Examens de juin 1952 — Examinations of June, 1952.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Boisvert.....	Guy.....	25	Cowansville.

Granby, le 17 juin 1952. — June 17, 1952.

Le Secrétaire du Barreau de Bedford,
JACQUES MARCHESSAULT,
Secretary of the Bar of Bedford.

32817-25-2-9

BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de juin 1952 — Examinations of June, 1952

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Lajambe.....	Jean-Yves.....	24	61, Vaudreuil, Hull.

Hull, 10 juin 1952 — Hull, June 10, 1952.

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
FRANÇOIS CHEVALIER,
Secretary of the Bar of Hull.

32781-24-2-o

BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de juin 1952. — Examinations of June, 1952.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Belleau	Massue	26	410, Daly, Ottawa.
Dostaler	Maurice	26	75, Daly, Ottawa.
Fournier	Robert	26	195, Laurier, Hull.
Legault	Gaétan	24	117, Cartier, Ottawa.
Ménard	Jean-Louis	27	157, Champlain, Hull.
Millar	Malcolm	25	206, Champlain, Hull.

Hull, 18 juin 1952 — Hull, June 18, 1952.

Le Secrétaire du Barreau de Hull.
FRANÇOIS CHEVALIER,
Secretary of the Bar of Hull.

32817-25-2-o

BARREAU DES LAURENTIDES — BAR OF LAURENTIDES

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de juin 1952 — Examinations of June 1952

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collège College
Bélanger	Hervé	22	Joliette	Séminaire de Joliette.
Guilbeault	Marcel	22	Joliette	Séminaire de Joliette.

Joliette, 16 juin 1952. — Joliette, June 16, 1952.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
MAURICE MAJEAU,
Secretary of the Bar of Laurentides.

32817-25-2-o

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

(Juin 1952 — June 1952)

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1. — Amaron	Roy C.	21	Montréal	Univ. McGill.
2. — Berbner	Boris J.	26	"	"
3. — Boudreau	Gaston	25	"	Univ. de Montréal.
4. — Brabant	Joseph-A.	27	"	Sém. St-Charles-Borromée.
5. — Cossette	Luc	23	"	Univ. de Montréal.
6. — Cournoyer	Bernard	27	"	Ext. Classique Ste-Croix.
7. — Diner	Lawrence	23	"	Westmont Senior High School.
8. — Doyle	E. E.	28	"	Univ. McGill.
9. — Eisenstat	B. M.	21	"	"
10. — Friedman	W. F.	21	"	"
11. — Geoffroy	Luc	24	"	Univ. de Montréal.
12. — Kolomeir	Samuel	40	"	Univ. McGill.
13. — McCarthy	Gerald	22	"	Collège Loyola.
14. — Malo	Jean	26	"	Mont St-Louis.
15. — Marcell	Thérèse	36	"	Pensionnat d'Outremont.
16. — Miller	J. P.	21	"	Sir George Williams Col.
17. — O'Brien	Robert S.	22	"	Univ. McGill.
18. — Pilon	Jacques	21	"	Mont St-Louis.
19. — Rusko	Michael	23	"	Collège Loyola.
20. — Salmon	H.	23	"	High School of Montreal.
21. — Shayne	Jack	23	"	Sir George Williams Col.
22. — Shriar	Samuel H.	25	"	"
23. — Smith	Nathan	34	"	"

Montréal, le 10 juin 1952 — Montreal, June 10, 1952.

Le Secrétaire,
MARCEL BÉLANGER,
Secretary.

32781-24-2-o

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

(Examen préliminaire, juin 1952 — Preliminary examination, June 1952)

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
1.— Bennett.	R. M.	23	Montréal.
2.— Benoit.	Claude.	29	"
3.— Bernier.	Boris J.	26	"
4.— Bissonnette.	Jacine.	25	"
5.— Blais.	Jean-Charles.	20	"
6.— Bless.	J. S.	25	"
7.— Bourque.	Pierre.	22	"
8.— Brisson.	Gervais.	30	La Prairie, Qué.
9.— Brûlé.	Jean.	24	Montréal.
10.— Chauvin.	Roland.	26	"
11.— Clermont.	Bernard L.	23	Outremont, Qué.
12.— Cohen.	Abraham.	27	Montréal.
13.— Cosford.	E. J.	26	"
14.— Dionne.	Jacques.	22	Outremont, Qué.
15.— Duceppe.	André.	23	Montréal.
16.— Dulude.	Robert.	25	"
17.— Durnford.	J. W.	23	"
18.— Fusey.	R. E.	23	"
19.— Gliserman.	Irwin.	24	"
20.— Graftes.	W. Heward.	23	"
21.— Guérin.	Guy.	25	"
22.— Grigorjeva-Gurianova.	Helena.	33	"
23.— Halperin.	Irving J.	24	"
24.— Hyndman.	A. Stuart.	24	"
25.— Kolber.	E. Leo.	23	"
26.— Kozina.	Matija.	24	"
27.— LaPrairie.	Roland.	26	"
28.— LeBeau.	Pierre.	23	"
29.— Lefebvre.	Jean-L.	24	Outremont, Qué.
30.— Léger.	Jean-Louis.	24	Montréal.
31.— Legge.	R. C.	24	"
32.— Malo.	Jean.	26	"
33.— Maranda.	Jacques-André.	23	"
34.— Mathieu.	François.	20	"
35.— Meyer.	Perry.	24	"
36.— Morin.	Jacques-Yvan.	20	"
37.— Morris.	Daniel.	23	"
38.— Munro.	Robert L.	27	"
39.— Paquette.	Adrien.	23	Outremont.
40.— Pepper.	John J.	24	Westmount.
41.— Roux.	Gilles.	24	Montréal.
42.— Rusko.	Michael.	22	"
43.— Tétrault.	Jacques.	24	"
44.— Vernier.	Jean.	24	"
45.— Vien.	Raymond.	25	Outremont.
46.— Wilhelmy.	François.	26	Montréal.
47.— Williams.	Ewart.	28	"
48.— Robinson.	Jonathan.	22	"
49.— Roy.	Albert.	25	"
50.— Shriar.	Sam.	23	"
51.— Whelan.	George.	27	"
52.— Cossette.	Luc.	23	"

Montréal, le 10 juin 1952 — Montreal, June 10, 1952.

32781-24-2-o

Le Secrétaire,
MARCEL BÉLANGER,
Secretary.

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

(Examen final, juin 1952, Final examination, June 1952)

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
1.— Anctil.	Jacques.	26	Montréal.
2.— Barbeau.	Alphonse.	25	"
3.— Beauchemin.	Roland.	25	"
4.— Beaupré.	Gérard.	22	"
5.— Beck.	Clifton M.	29	Ville St-Laurent, Qué.
6.— Bernfeld.	Edward Henry.	25	Montréal.
7.— Bisailon.	Ivan.	26	"
8.— Bruneau.	Jean.	25	"
9.— Brunet.	Jacques.	20	"

10.— Crystal	John	28	"
11.— Dansereau	Jacques-P.	25	"
12.— Desjardins	Pierre	26	"
13.— Drazner	Michael	26	"
14.— Drody	J. E.	28	"
15.— Franklin	Martin	25	"
16.— Friedman	Horace	40	"
17.— Gagnon	Guy	23	Ville St-Laurent, Qué.
18.— Gardner	Bernard	24	Montréal.
19.— Gill	Robert M.	25	"
20.— Girouard	Jean-F.	27	"
21.— Gonthier	Charles	23	"
22.— Gordon	Paul L.	28	"
23.— Granda	John	34	"
24.— Greenbaum	Isidore	28	"
25.— Gualtieri	Rosa Bianca	25	"
26.— Hamel	Robert	25	"
27.— Kaplan	Joseph S.	25	"
28.— Keating	William P.	26	"
29.— King	Neil	30	"
30.— Kirkland	Marie-Claire	27	"
31.— Laberge	Réjane	28	"
32.— Lacaille	Pierre	22	"
33.— Lachapelle	Raymond	29	"
34.— Langelier	Jean	26	Ottawa, Ont.
35.— LeBlanc	Robert Guy	30	Ville St-Laurent, Qué.
36.— LeBrun	Micheline	25	Montréal.
37.— Macintyre	Alex	33	"
38.— Mackenzie	D. V. S.	25	"
39.— Mackenzie	D. E.	30	"
40.— McDonald	Paul F.	26	St-Lambert, Qué.
41.— Mendelson	Joseph A.	31	Montréal.
42.— Mackell	Peter R. D.	25	"
43.— Ollivier	Paul	25	"
44.— Phelan	Charles A.	25	"
45.— Provost	Jean	24	"
46.— Racicot	Roland-W.	32	"
47.— Raider	Alex	25	"
48.— Reeves	Paul	23	Ville St-Laurent, Qué.
49.— St-Louis	Jean-Paul	27	Montréal.
50.— Stalker	Ian C.	24	"
51.— Steinberg	Maurice	25	"
52.— Sylvestre	Yves	25	"
53.— Tamaki	George	35	"
54.— Tetley	W. A.	25	"
55.— Tourangeau	Gérard	26	"
56.— Trudeau	Marcel	22	"
57.— Trudeau	Paul	24	"
58.— Trudel	Louis-Claude	25	"
59.— Vien	Jean-T.	33	"
60.— Barrière	Jean	23	"

Montréal, le 10 juin 1952 — Montreal, June 10, 1952.

32781-24-2-o

Le Secrétaire,
MARCEL BÉLANGER,
Secretary.

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDATS A LA PRATIQUE DU DROIT (IV année)
CANDIDATES TO THE PRACTICE OF LAW (4th year)

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Domicile Residence
1.— Carle	Gilles	26	Grand-Mère.
2.— Gamache	Judith	24	Lévis.
3.— Trottier	André	26	Baie St-Paul.
4.— Maltais	Armand	38	Québec.
5.— Marseille	Pierre	24	Québec.
6.— Laflamme	Ovide	26	Québec.
7.— Bolduc	Roch	23	St-Raphaël.
8.— Marquis	Maurice	28	Québec.
9.— Lévesque	André	25	Québec.
10.— Savoie	Georges	24	Québec.
11.— Lapointe	Gabriel	23	Québec.
12.— Bertrand	Gérard	25	Québec.
13.— Dufour	Marcel	29	Québec.
14.— Pouliot	Jean-Gaston	22	Québec.
15.— Morin	Jean-Paul	26	Québec.
16.— Bienvenue	Jean	23	Québec.
17.— Garneau	Vincent	24	Québec.
18.— Richard	Évariste	28	Québec.
19.— Alley	Jacques-Richard	25	Québec.
20.— Bégin	André	24	Québec.
21.— Houde	Pierre	24	Québec.
22.— L'Heureux	Claire	24	Sillery.
23.— Desgagné	André	26	Québec.
24.— Fleury	Jacques	26	Québec.
25.— Dupuis	Jacques	23	Ste-Anne-de-la-Pocatière.

Québec, 11 juin 1952. — June 11, 1952.

32781-24-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
J.-CHARLES-V. GRAVEL,
Secretary of the Bar of Québec.

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDATS A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Domicile Residence
1.— Villeneuve	André	20	Québec.
2.— Koenig	René	23	Québec.
3.— Bernier	Pierre	27	Québec.

Québec, 11 juin 1952 — June 11, 1952.

32781-24-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
J.-CHARLES-V. GRAVEL,
Secretary of the Bar of Quebec.

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDATS A L'EXAMEN THÉORIQUE (IIIe année)
CANDIDATES FOR THE EXAMINATION OF THEORETICAL (III Grade)

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Domicile Residence
1.— Fauteux	Paul	25	Québec.
2.— Beaulieu	Jean	25	Québec.
3.— Harvey	Gaston	30	St-Joseph d'Alma.
4.— Morin	Collin	23	St-Henri, Co. Lévis.
5.— Cantin	Jean-Maurice	23	Québec.
6.— Blais	Marcel	24	St-Nazaire, Co. Dorchester.
7.— Miville-Dechène	André	26	Québec.
8.— Lesage	Alexandre	26	Québec.
9.— Cantin	Jacques	23	Québec.
10.— Smith	Pierre	25	Québec.
11.— Lemieux	Fernando	28	Québec.
12.— Pelletier	Gabriel-Maurice	26	Québec.
13.— Beaupré	Jacqueline	22	Québec.
14.— Lambert	René	25	Québec.
15.— Normandin	Paul	24	Québec.
16.— Cliche	Vital	24	Beauce-Jonction.
17.— Choquette	Pierre	22	Québec.
18.— Dufour	Richard	24	La Malbaie.
19.— Tremblay	Charles	23	Québec.
20.— Gagné	Paul-André	24	Québec.
21.— Setlakwe	Raymond-C.	23	Thetford Mines.

Québec, 11 juin 1952 — June 11, 1952.

32781-24-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
J.-CHARLES-V. GRAVEL,
Secretary of the Bar of Quebec.

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDAT A LA PRATIQUE DU DROIT (Régime de 3 ans)
CANDIDATE TO THE PRACTICE OF LAW (3 year course)

Nom Name	Prénom Surname	Age	Domicile Residence
Riverin	Gaston	34	Québec.

Québec, 11 juin 1952 — June 11, 1952.

32781-24-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
J.-CHARLES-V. GRAVEL,
Secretary of the Bar of Quebec.

BARREAU DE ST-FRANÇOIS — BAR OF ST. FRANCIS

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Gérin,.....	Louis.....	21	Coaticook, Que.

Sherbrooke, 16 juin 1952.— Sherbrooke, June 16, 1952.

Le Secrétaire du Barreau de St-François,

32817-25-2-o

GUY CRÉPEAU,
Secretary of the Bar of St. Francis.

BARREAU DE ST-FRANÇOIS — BAR OF ST. FRANCIS

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Leblanc.....	Charles.....	26	15, Prospect, Sherbrooke, Que.
Gervais.....	Paul.....	26	56, Melbourne, Sherbrooke, Qué.

Sherbrooke, 16 juin 1952.— Sherbrooke, June 16, 1952.

Le Secrétaire du Barreau de St-François,

32817-25-2-o

GUY CRÉPEAU,
Secretary of the Bar of St. Francis.

BARREAU DES TROIS-RIVIERES — BAR OF THREE RIVERS

CANDIDATS A L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE STUDY OF LAW

Examens de juin 1952 — Examinations of June, 1952

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Biron.....	Micheline.....	21	Nicolet.
Héroux.....	Gérald.....	21	Trois-Rivières.
Pinsonneault.....	Jean.....	21	Trois-Rivières.
Germain.....	Guy.....	21	St-Tite.
Sanschagrin.....	Jean-Louis.....	23	St-Tite.

CANDIDATS POUR L'EXAMEN D'ORDRE THÉORIQUE (3ème année)
CANDIDATES FOR THE EXAMINATION OF THEORETICAL ORDER (3rd Grade)

Examens de juin 1952 — Examinations of June, 1952

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Lafond.....	Jean-Charles.....	22	Shawinigan Falls.
Laperrière.....	Ludovic.....	25	Cap-de-la-Madeleine.

Trois-Rivières, 10 juin 1952 — Three Rivers, June 10, 1952.

Le Secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,

32781-24-2-o

JEAN-MARIE CHATEAUNEUF,
Secretary of the Bar of Three Rivers.

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU
CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT

CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Nichols.....	Marcel.....	24	3150, Girouard, St-Hyacinthe.

Sorel, 17 juin 1952.— Sorel, June 17, 1952.

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
GASTON GAUTHIER,
Secretary of the Bar of Richelieu.

32817-25-2, o

Greffes de Notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, que le Conseil de la Chambre des Notaires, à sa réunion qui a été tenue à Montréal, le 16 juin 1952, a accordé à Me Paul-André Adam, notaire exerçant à Windsor Mills et à Danville, district judiciaire de St-François, la transmission des minutes, répertoires et index de Mes Maurice Lussier, Frs-A. Brien et de partie du greffe de Me Henri Girard, notaires décédés.

Montréal, le 17 juin 1952.

Le Secrétaire de la Chambre des Notaires,
32824-o ARTHUR COURTOIS.

Notarial Records

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that the Council of the Board of Notaries, at its meeting held in Montreal, on the 16th of June 1952, has granted to Me Paul-André Adam, Notary practising at Windsor Mills and at Danville, Judicial District of St. François, the transfer of the minutes, repertories and index of Mes Maurice Lussier, Frs. A. Brien and part of the greffe of Me Henri Girard, deceased Notaries.

Montreal, June 17th 1952.

ARTHUR COURTOIS,
32824-o Secretary of the Board of Notaries.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, que le Conseil de la Chambre des Notaires, à sa réunion qui a été tenue à Montréal, le 16 juin 1952, a accordé à Me Charles Beaudoin, notaire exerçant à Scotstown, district judiciaire de St-François, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Emile Beaudoin, notaire décédé.

Montréal, le 17 juin 1952.

Le Secrétaire de la Chambre des Notaires,
32825-o ARTHUR COURTOIS.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that the Council of the Board of Notaries, at its meeting held in Montreal, on the 16th of June 1952, has granted to Me Charles Beaudoin, Notary practising at Scotstown, Judicial District of St. François, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Emile Beaudoin, deceased Notary.

Montreal, June 17th 1952.

ARTHUR COURTOIS,
32825-o Secretary of the Board of Notaries.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, que le Conseil de la Chambre des Notaires, à sa réunion qui a été tenue à Montréal, le 16 juin 1952, a accordé à Me Lucien Cataphard, notaire exerçant à Montréal, district judiciaire de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Joseph Ménard, notaire décédé.

Montréal, le 17 juin 1952.

Le Secrétaire de la Chambre des Notaires,
32826-o ARTHUR COURTOIS.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that the Council of the Board of Notaries, at its meeting held in Montreal, on the 16th of June 1952, has granted to Me Lucien Cataphard, Notary practising at Montreal, Judicial District of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Joseph Ménard, deceased Notary.

Montreal, June 17th 1952.

ARTHUR COURTOIS,
32826-o Secretary of the Board of Notaries.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, que le Conseil de la Chambre des Notaires, à sa réunion qui a été tenue à Montréal, le 16 juin 1952, a accordé à Me Marcel St-Pierre, notaire exerçant à Granby, district judiciaire de Bedford, la transmission des minutes, répertoire et index de Mes J. Cyprien St-Pierre et J.-A. Drouin, notaires décédés.

Montréal, le 17 juin 1952.

Le Secrétaire de la Chambre des Notaires,
32827-o ARTHUR COURTOIS.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that the Council of the Board of Notaries, at its meeting held in Montreal, on the 16th of June, 1952 has granted to Me Marcel St. Pierre, practising at Granby, Judicial District of Bedford, the transfer of the minutes, repertory and index of Mes J. Cyprien St. Pierre and J.-A. Drouin, deceased Notaries.

Montreal, June 17th 1952.

ARTHUR COURTOIS,
32827-o Secretary of the Board of Notaries.

Liquidation avis de:

Winding up Notices:

AVIS DE LIQUIDATION

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des sociétaires du "Chantier Coopératif de Nédélec", société régie par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, tenue à Nédélec, le 31 mai 1952, une résolution a été adoptée à l'unanimité, à l'effet que ladite société soit liquidée volontairement et dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (1941, S.R.Q., ch. 278), et que, à ces fins Messieurs Joachim Chouinard, Charles-Henri Desforges et Roland Patoine ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 13 juin 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32821-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF LIQUIDATION

Notice is given that at a special general meeting of the associates of the "Chantier Coopératif de Nédélec", an association governed by the Quebec Cooperative Syndicates' Act, held at Nédélec, on May 31, 1952, a resolution was unanimously adopted to the effect that the said association be voluntarily wound up and that it be dissolved, in conformity with the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates' Act and the Winding-up Act (1941, R.S.Q., chap. 278) and that, for such purposes Messrs. Joachim Chouinard, Charles-Henri Desforges and Roland Patoine were appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, June 13, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
32821 Under Secretary of the Province.

Ministère des Finances
AssurancesDepartment of Finance
InsurancesAVIS D'AUTORISATION RELATIF A LA FORMATION
D'UNE SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS

Avis est par les présentes donné que le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par l'arrêté N° 628, sanctionné le 28 mai 1952, a autorisé la formation d'une société de secours mutuels sous le nom de "The Barwick & Son Limited Employees' Mutual Benefit Association", dont l'objet est d'accorder à ses membres les bénéfices prévus au paragraphe 1 de l'article 65 de la Loi des assurances de Québec.

Le privilège de devenir membre de la société est réservé aux employés de "Barwick & Son Limited" et leurs dépendants.

Le siège social de la société est situé au numéro 282 Ouest, rue Ontario, Montréal, P.Q.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 16 juin 1952.

Pour le Ministre des finances,
32846-o GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

NOTICE OF AUTHORIZATION RELATING TO THE
FORMATION OF A MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council, by the order No. 628, sanctioned on the 28th of May 1952, has authorized the formation of a mutual benefit association under the name of "The Barwick & Son Limited Employee's Mutual Benefit Association", the object of which is to grant to its members the benefits provided in sub-section 1 of section 65 of the Quebec Insurance Act.

The membership of the association is reserved to the employees of "Barwick & Son Limited" and their dependents.

The head office of the association will be situated at 282 Ontario Street West, Montreal, P.Q.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 16th day of June, 1952.

For the Minister of Finance,
32846-o GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

AVIS DU FUSION DE SOCIÉTÉS DE SECOURS
MUTUELSNOTICE OF AMALGAMATION OF MUTUAL
BENEFIT ASSOCIATIONS

Avis est par les présentes donné que la Société Mutuelle de bénéfices en maladie Ville-Marie, ayant son siège social à Montréal, Province de Québec, a été fusionnée avec le Fonds de Secours des Forestiers Catholiques de la Province de Québec, ayant son siège social à Montréal, Province de Québec. Les termes et conditions de ladite fusion ont été approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil par l'arrêté N° 703 adopté le 11 juin 1952. Cette fusion prendra effet à compter de la publication du présent avis.

Donné conformément aux dispositions de l'article 268 de la Loi des assurances de Québec, ce 18ième jour de juin 1952.

Pour le Ministre des finances,
32847-o GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

Notice is hereby given that "Société Mutuelle de bénéfices en maladie Ville-Marie", whose head office is at Montreal, Province of Quebec, has been amalgamated with "Fonds de Secours des Forestiers Catholiques de la Province de Québec", whose head office is at Montreal, Province of Quebec. The terms and conditions of the said amalgamation have been approved by the Lieutenant-Governor in council by Order No. 703 adopted on the 11th of June 1952. This amalgamation shall take effect from and after the publication of the present notice.

Given pursuant to the provisions of section 268 of the Quebec Insurance Act, this 18th day of June 1952.

For the Minister of Finance,
32847-o GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

**AVIS RELATIF A LA SOCIÉTÉ ST-JEAN-BAPTISTE
PERMANENTE DE WATERLOO
(en liquidation)**

Avis est par les présentes donné que j'ai préparé un bordereau de collocation qui sera payable quinze jours après la publication du présent avis aux membres de la Société St-Jean-Baptiste Permanente de Waterloo, en règle au moment de sa mise en liquidation.

Waterloo, ce 19ième jour de juin 1952.

Le Liquidateur,

32845-o

L. C. GODBOUT.

**NOTICE CONCERNING "SOCIÉTÉ ST-JEAN-
BAPTISTE PERMANENTE DE WATERLOO
(in liquidation)**

Notice is hereby given that I have prepared a dividend sheet that will be payable fifteen days after the publication of the present notice to the members of "Société St-Jean-Baptiste Permanente de Waterloo", in good standing at the time of its liquidation.

Waterloo, this 19th day of June 1952.

L. C. GODBOUT,

32845-o

Liquidator.

**AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET
D'ENREGISTREMENT**

Attendu que "The Grand Council of the Catholic Mutual Benefit Association of Canada", dont le siège social est à Montréal, Province de Québec, a transporté ses droits, obligations, actif et passif à "The Independent Order of Foresters", dont le siège social est à Toronto, Province d'Ontario, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux corporations le 29ième jour de novembre 1951, pour prendre effet le 1er janvier 1952;

Attendu que "The Grand Council of the Catholic Mutual Benefit Association of Canada" s'est conformé, en vertu dudit contrat de réassurance, aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances de Québec.

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et l'enregistrement de "The Grand Council of the Catholic Mutual Benefit Association of Canada" sont annulés à compter du 1er janvier 1952.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances ce 18ième jour du mois de juin 1952.

Pour le Ministre des finances,

GEORGES LAFRANCE,

32848-25-2-o

Surintendant des assurances.

**NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE
AND REGISTRATION**

Whereas "The Grand Council of the Catholic Mutual Benefit Association of Canada", whose head office is situate at Montreal, Province of Quebec, has transferred its rights, obligations, assets and liabilities to "The Independent Order of Foresters" whose head office is at Toronto, Province of Ontario, according to a reinsurance agreement entered into by these two corporations the 29th day of November 1951, to take effect on the 1st of January 1952;

Whereas "The Grand Council of the Catholic Mutual Benefit Association of Canada" has complied, pursuant to the said reinsurance agreement with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act.

Therefore, notice is hereby given that the license and registration of "The Grand Council of the Catholic Mutual Benefit Association of Canada" are cancelled as from the 1st of January 1952.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, this 18th day of June 1952.

For the Minister of Finance,

GEORGES LAFRANCE,

32848-25-2-o

Superintendent of Insurance.

Nomination

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la province, au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit; savoir:

Québec, le 21 mai 1952.

Monsieur Claude Bigué, d'Amos, membre du Barreau de la Province et substitut du Procureur général: conseil en Loi de la Reine.

32800-o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent, under the Great Seal of the Province, in the name of Her Majesty, the person whose name follows, to wit:

Quebec, May 21, 1952.

Mr. Claude Bigué, of Amos, member of the Bar of the Province and Crown Prosecutor: Queen's Counsel.

32800

Sièges sociaux

Avis est donné que la compagnie "Omega Productions Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le troisième jour de mars 1952, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 1960 ouest, rue Dorchester, en ladite cité.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce seizième jour de mai 1952.

Le Président,

32806

T. S. MORRISEY.

Head Offices

Notice is hereby given that "Omega Productions Inc." incorporated by Letters Patent under the Provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the Third day of March, 1951, and having its Head Office in the City of Montreal, has established its office at number 1960, Dorchester Street West, in said City.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this Sixteenth day of May, 1952.

T. S. MORRISEY,

President.

32806-o

CLARINCH COMPANY LTD.

Avis est donné que la compagnie "Clarinch Company Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 3e jour de mai 1952, et ayant son siège social en la cité de Montréal, dans la province de Québec, a établi son bureau au 19e étage, Édifice Aldred, 507 Place d'Armes, Montréal, P.Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce 14e jour de mai 1952.
(Sceau) CLARINCH COMPANY LTD.

Le Président,
32807 HUGH E. O'DONNELL.

CLARINCH COMPANY LTD.

Notice is hereby given that "Clarinch Company Ltd.", incorporated pursuant to the Quebec Companies' Act by Letters Patent, dated May 3rd, 1952, and having its Head Office at the City of Montreal, in the Province of Quebec, has established its office at the 19th Floor, Aldred Building, 507 Place d'Armes, Montreal, P.Q.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, P.Q., this 14th day of May, 1952.

(Seal) CLARINCH COMPANY LTD.
HUGH E. O'DONNELL,
President.

Avis est donné que la compagnie "G. H. Montminy Inc." constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 26 août 1947 et ayant, en vertu de lettres patentes supplémentaires émises le 17 mai 1952, son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau à 367 de la rue Richelieu.

A compter de la date du présent avis le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce sixième jour de juin mil neuf cent cinquante-deux.

(Sceau) Le Président,
32808-o G. H. MONTMINY.

Notice is hereby given that the company "G. H. Montminy Inc." incorporated by letters patent of the Province of Quebec under date the 26th of August, 1947, and having, in virtue of supplementary letters patent issued on the 17th of May, 1952, its head office in the city of Quebec, has established its office at 367 Richelieu street.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this sixth day of June, one thousand nine hundred and fifty-two.

(Seal) G. H. MONTMINY,
President.

ROUND'S INC.

Avis est donné que la compagnie "Round's Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 23 avril 1952, a établi son siège social à 5336 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, Québec.

A compter de la date du présent avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 29e jour d'avril 1952.

Le Secrétaire,
32809 THÉRESE BOISSY.

ROUND'S INC.

Notice is hereby given that "Round's Inc.", incorporated by Letters Patent under the Quebec Companies' Act on April 23rd 1952 has established its Head Office at 5336 Sherbrooke West, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 28th day of April 1952.

THÉRESE BOISSY,
Secretary.

AVIS

Avis public est par les présentes donné que le siège social du Club Juvénile de la Police est situé au poste de police, en la cité de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne.

Daté à Saint-Jérôme, ce 17 juin 1952.

Le Secrétaire,
32841-o Signé: GILBERT LEBEAU.

NOTICE

Public notice is hereby given that the head office of the "Club Juvénile de la Police" is situate at the Police Station, in the City of Saint-Jérôme, in the district of Terrebonne.

Dated at Saint-Jérôme, this 7th day of June, 1952.

Signed: GILBERT LEBEAU,
Secretary.

STREEP & DEPAUW COMPANY LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Streep & Depauw Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies du Dominion en date du 12 avril 1952, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau à 630 ouest, rue Dorchester, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce 3e jour de juin 1952.

(Sceau) Le Secrétaire,
32842 S. de PAUW-POONS.

STREEP & DEPAUW COMPANY LIMITED

Notice is hereby given that "Streep & Depauw Company Limited", incorporated by Letters Patent under the Dominion Companies' Act on the 12th day of April, 1952 and having its head office in the City of Montreal, has established its office at 630 Dorchester Street West, Montreal.

From and after the date of this Notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, P.Q., this 3rd day of June, 1952.

(Seal) S. de PAUW-POONS,
Secretary.

Soumissions

Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

PAROISSE DE ST-JOSEPH-DE-MONT-ROLLAND (COMTÉ DE TERREBONNE)

PARISH OF ST. JOSEPH-DE-MONT-ROLLAND (COUNTY OF TERREBONNE)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Roland Ouellette, secrétaire-trésorier, Mont-Rolland, comté de Terrebonne, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 7 juillet 1952, pour l'achat de \$40,000 d'obligations de la paroisse de St-Joseph-de-Mont-Rolland, comté de Terrebonne, datées du 1er mars 1952 et remboursables par séries du 1er mars 1953 au 1er mars 1967 inclusivement avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Roland Ouellette, Secretary-Treasurer, Mont-Rolland, County of Terrebonne, until 8 o'clock p.m. Monday, July 7th, 1952, for the purchase of an issue of \$40,000 of bonds of the Parish of St. Joseph-de-Mont-Rolland, County of Terrebonne, dated March 1st, 1952 and redeemable serially from March 1st, 1953 to March 1st, 1957 inclusively, with interest at a rate which shall not be less than 3% nor exceed 5% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$40,000 — 15 ans

Table of redemption — \$40,000 — 15 years

Année	Capital
1er mars 1953	\$ 500.00
1er mars 1954	500.00
1er mars 1955	500.00
1er mars 1956	500.00
1er mars 1957	500.00
1er mars 1958	500.00
1er mars 1959	500.00
1er mars 1960	500.00
1er mars 1961	500.00
1er mars 1962	500.00
1er mars 1963	1,000.00
1er mars 1964	1,000.00
1er mars 1965	1,000.00
1er mars 1966	1,000.00
1er mars 1967	31,000.00

Year	Capital
March 1st, 1953	\$ 500.00
March 1st, 1954	500.00
March 1st, 1955	500.00
March 1st, 1956	500.00
March 1st, 1957	500.00
March 1st, 1958	500.00
March 1st, 1959	500.00
March 1st, 1960	500.00
March 1st, 1961	500.00
March 1st, 1962	500.00
March 1st, 1963	1,000.00
March 1st, 1964	1,000.00
March 1st, 1965	1,000.00
March 1st, 1966	1,000.00
March 1st, 1967	31,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec, Ste-Agathe-des-Monts ou à Mont-Rolland.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 7 juillet 1952, à 8 heures p.m., à la salle du conseil, Salle Norbert Morin, Mont-Rolland, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Mont-Rolland, (Comté de Terrebonne), ce 19 juin 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
ROLAND OUELLETTE.

Mont-Rolland, (Cté Terrebonne), P.Q. 32849-o

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montréal, Quebec, Ste-Agathe-des-Monts or at Mont-Rolland.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on the 7th day of the month of July, 1952, at 8 o'clock p.m., at the Council Hall, Norbert Morin Hall, Mont-Rolland, county of Terrebonne.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Mont-Rolland, (County of Terrebonne), this 19th of June, 1952.

The Secretary-Treasurer,
ROLAND OUELLETTE.

Mont-Rolland, (Co Terrebonne), P.Q. 32849-o

Province de Québec

CITÉ DE GRANBY
(Comté de Shefford)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligation" seront reçues par le soussigné, J.-A. Dallaire, greffier, Hôtel de Ville, Granby, comté de Shefford jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 7 juillet 1952, pour l'achat de \$73,000 d'obligations de la cité de Granby, comté de Shefford, datées du 1er juin 1952 et remboursables par séries du 1er juin 1953 au 1er juin 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$73,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1953	\$2,500.00
1er juin 1954	2,500.00
1er juin 1955	2,500.00
1er juin 1956	2,500.00
1er juin 1957	2,500.00
1er juin 1958	3,000.00
1er juin 1959	3,000.00
1er juin 1960	3,000.00
1er juin 1961	3,500.00
1er juin 1962	3,500.00
1er juin 1963	3,500.00
1er juin 1964	4,000.00
1er juin 1965	4,000.00
1er juin 1966	4,000.00
1er juin 1967	4,500.00
1er juin 1968	4,500.00
1er juin 1969	4,500.00
1er juin 1970	5,000.00
1er juin 1971	5,000.00
1er juin 1972	5,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Granby, comté de Shefford.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 7 juillet 1952, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de ville de Granby, comté de Shefford.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Granby, (Comté de Shefford), ce 17 juin 1952.

Le Greffier,
J.-A. DALLAIRE.

Hôtel de Ville, Granby,
(Cité de Shefford), P.Q.

32832-0

Province of Québec

CITY OF GRANBY
(County of Shefford)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J. A. Dallaire, clerk, City Hall, Granby, county of Shefford, until 8 o'clock p.m., Monday July 7, 1952, for the purchase of an issue of \$73,000 of bonds of the City of Granby, County of Shefford, dated June 1, 1952, and redeemable serially from June 1st, 1953 to June 1st, 1972 inclusively, with interest at a rate not less than 3% and not more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$73,000 — 20 years

Year	Capital
June 1st, 1953	\$2,500.00
June 1st, 1954	2,500.00
June 1st, 1955	2,500.00
June 1st, 1956	2,500.00
June 1st, 1957	2,500.00
June 1st, 1958	3,000.00
June 1st, 1959	3,000.00
June 1st, 1960	3,000.00
June 1st, 1961	3,500.00
June 1st, 1962	3,500.00
June 1st, 1963	3,500.00
June 1st, 1964	4,000.00
June 1st, 1965	4,000.00
June 1st, 1966	4,000.00
June 1st, 1967	4,500.00
June 1st, 1968	4,500.00
June 1st, 1969	4,500.00
June 1st, 1970	5,000.00
June 1st, 1971	5,000.00
June 1st, 1972	5,500.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Granby, county of Shefford.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on July 7, 1952, at 8 o'clock p.m., at the City Hall of Granby, county of Shefford.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Granby, (County of Shefford) this 17th day of June, 1952.

J. A. DALLAIRE,
Clerk.

City Hall, Granby,
(Co. Shefford), P.Q.

32832

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE VILLAGE DU MOULIN
(COMTÉ DE CHICOUTIMI)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Sousmissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Théodule Lavallée, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, Rivière-du-Moulin, Cté Chicoutimi, jusqu'à 8 heures p.m., jeudi, el 10 juillet 1952, pour l'achat de \$100,000 d'obligations de la commission scolaire du village du Moulin, comté de Chicoutimi datées du 1er juin 1952 et remboursables par séries du 1er juin 1953 au 1er juin 1967 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$100,000 — 15 ans

Année	capital
1er juin 1953	x\$13,000.00
1er juin 1954	x 14,000.00
1er juin 1955	x 14,600.00
1er juin 1956	x 15,000.00
1er juin 1957	3,000.00
1er juin 1958	3,500.00
1er juin 1959	3,500.00
1er juin 1960	3,500.00
1er juin 1961	4,000.00
1er juin 1962	4,000.00
1er juin 1963	4,000.00
1er juin 1964	4,000.00
1er juin 1965	4,500.00
1er juin 1966	4,500.00
1er juin 1967	5,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$50,635 accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de \$12,658.75 chacun, de 1953 à 1956 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Chicoutimi.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 10 juillet 1952, à 8 heures p.m., à la salle de l'école Immaculée Conception, rue de l'école, Rivière-du-Moulin, comté de Chicoutimi.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rivière-du-Moulin, (Comté de Chicoutimi), ce 19 juin 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
THÉODULE LAVALLEE.

Hôtel de Ville, Rivière-du Moulin,
(Cté Chicoutimi), P.Q.

32851-0

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF THE VILLAGE
OF DU MOULIN
(COUNTY OF CHICOUTIMI)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Théodule Lavallée, secretary-treasurer Town Hall, Rivière-du-Moulin, county of Chicoutimi, until 8 o'clock p.m., Thursday, July 10, 1952, for the purchase of an issue of \$100,000 of bonds of the School Commission of the Village of du Moulin, county of Chicoutimi dated June 1, 1952, and redeemable serially from June 1, 1953 to June 1, 1957, inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1 and December 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$100,000 — 15 years

Year	Capital
1st June 1953	x\$13,000.00
1st June 1954	x 14,000.00
1st June 1955	x 14,500.00
1st June 1956	x 15,000.00
1st June 1957	3,000.00
1st June 1958	3,500.00
1st June 1959	3,500.00
1st June 1960	3,500.00
1st June 1961	4,000.00
1st June 1962	4,000.00
1st June 1963	4,000.00
1st June 1964	4,000.00
1st June 1965	4,500.00
1st June 1966	4,500.00
1st June 1967	5,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$50,635 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$12,658.75 each, from 1953 to 1956 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Chicoutimi.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners, to be held on Thursday, 10th day of the month of July, 1952, at 8 o'clock p.m. in the "Immaculée Conception" school hall, rue de l'École, Rivière-du-Moulin, county of Chicoutimi.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Rivière-du-Moulin, (County of Chicoutimi), this 19th day of June, 1952.

THÉODULE LAVALLEE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Rivière-du-Moulin,
(County Chicoutimi), P.Q.

32851

Province de Québec

LA PETITE-RIVIÈRE
(Comté de Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, A. Roméo Audy, secrétaire-trésorier, la Petite-Rivière, côté nord, St-Sauveur-de-Québec, Cté Québec, jusqu'à 8 heures 30 p.m., mercredi, le 9 juillet 1952, pour l'achat de \$340,000 d'obligations de la corporation de La Petite-Rivière, comté de Québec, datées du 1er juillet 1952 et remboursables par séries du 1er juillet 1953 au 1er juillet 1967 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$340,000 — 15 ans.

Année	Capital
1er juillet 1953.....	\$3,000.00
1er juillet 1954.....	3,000.00
1er juillet 1955.....	3,000.00
1er juillet 1956.....	3,500.00
1er juillet 1957.....	3,500.00
1er juillet 1958.....	3,500.00
1er juillet 1959.....	3,500.00
1er juillet 1960.....	4,000.00
1er juillet 1961.....	4,000.00
1er juillet 1962.....	4,500.00
1er juillet 1963.....	4,500.00
1er juillet 1964.....	5,000.00
1er juillet 1965.....	5,000.00
1er juillet 1966.....	5,500.00
1er juillet 1967.....	284,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal ou à Québec.

Lesdites obligations pourront sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le mercredi, 9 juillet 1952, à 8 heures 30 p.m., à la salle paroissiale Notre-Dame-de-Pitié, coin St-Vallier et Pont Scott, à Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Petite-Rivière, (Comté de Québec), ce 19 juin 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
A. ROMÉO AUDY.

La Petite-Rivière, côté nord,
St-Sauveur-de-Québec,
(Cté Québec), P. Q. 32850-o

Province de Québec

VILLAGE OF CHANDLER
(Comté de Gaspé)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le

Province of Quebec

LITTLE RIVER
(County of Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, A. Roméo Audy, secretary-treasurer, Little River, North Side, St-Sauveur, Quebec, Co. Quebec, until 8.30 o'clock p.m., Wednesday, July 9, 1952, for the purchase of an issue of \$340,000 of bonds of the Little River Corporation County of Quebec dated July 1st, 1952 and redeemable serially from July 1st, 1953 to July 1st, 1967 inclusively, with interest at a rate of interest not less than 3% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$340,000 — 15 years.

Year	Capital
July 1st, 1953.....	\$3,000.00
July 1st, 1954.....	3,000.00
July 1st, 1955.....	3,000.00
July 1st, 1956.....	3,500.00
July 1st, 1957.....	3,500.00
July 1st, 1958.....	3,500.00
July 1st, 1959.....	3,500.00
July 1st, 1960.....	4,000.00
July 1st, 1961.....	4,000.00
July 1st, 1962.....	4,500.00
July 1st, 1963.....	4,500.00
July 1st, 1964.....	5,000.00
July 1st, 1965.....	5,000.00
July 1st, 1966.....	5,500.00
July 1st, 1967.....	284,500.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal or at Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday July 9, 1952 at 8.30 o'clock p.m., in the parish hall of Notre-Dame-de-Pitié, corner St-Vallier and Scott's Bridge, Quebec.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Little River (County of Quebec), this 19th day of June, 1952.

A. ROMÉO AUDY,
Secretary-Treasurer.

Little River, North Side,
St-Sauveur de Québec,
(Co. Quebec), P. Q. 32850

Province of Quebec

VILLAGE OF CHANDLER
(County of Gaspé)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Wilbrod Lucas,

soussigné, Wilbrod Lucas, secrétaire-trésorier, C.P. 185, Chandler, comté de Gaspé, jusqu'à 7 heures 30 p.m., mardi, le 8 juillet 1952, pour l'achat de \$82,000 d'obligations de la municipalité du village de Chandler, comté de Gaspé, datées du 1er juillet 1952 et remboursables par séries du 1er juillet 1953 au 1er juillet 1967 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$82,000.00—15 ans

Année	Capital
1er juillet 1953.	\$4,000.00
1er juillet 1954.	4,000.00
1er juillet 1955.	4,000.00
1er juillet 1956.	4,500.00
1er juillet 1957.	4,500.00
1er juillet 1958.	5,000.00
1er juillet 1959.	5,000.00
1er juillet 1960.	5,500.00
1er juillet 1961.	5,500.00
1er juillet 1962.	6,000.00
1er juillet 1963.	6,000.00
1er juillet 1964.	6,500.00
1er juillet 1965.	7,000.00
1er juillet 1966.	7,000.00
1er juillet 1967.	7,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque à charte dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Chandler.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le mardi 8 juillet 1952, à 7 heures 30 p.m., à l'hôtel de Ville de Chandler, comté de Gaspé.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chandler (Comté de Gaspé), ce 17 juin 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
WILBROD LUCAS.

C.P. 185, Chandler,
(Cté de Gaspé), P.Q. 32852-0

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DU VILLAGE
DE GIFFARD
(Comté de Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Georges-E. Girardin, 37 avenue DeBlois, Giffard, comté de Québec jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 7 juillet 1952, pour l'achat de \$516,000 d'obligations de la commission scolaire du village de Giffard, comté de Québec datées du 1er juillet 1952 et remboursables par séries du 1er juillet

secretary-treasurer, P.O.B., 185, Chandler, county of Gaspé, until 7.30 o'clock p.m., Tuesday July 8, 1952, for the purchase of an issue of \$82,000 of bonds of the municipality of the village of Chandler, county of Gaspé, dated July 1st, 1952 and redeemable serially from July 1st, 1953 to July 1st, 1967 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year.

The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption—\$82,000.00—15 years

Year	Capital
July 1st, 1953.	\$4,000.00
July 1st, 1954.	4,000.00
July 1st, 1955.	4,000.00
July 1st, 1956.	4,500.00
July 1st, 1957.	4,500.00
July 1st, 1958.	5,000.00
July 1st, 1959.	5,000.00
July 1st, 1960.	5,500.00
July 1st, 1961.	5,500.00
July 1st, 1962.	6,000.00
July 1st, 1963.	6,000.00
July 1st, 1964.	6,500.00
July 1st, 1965.	7,000.00
July 1st, 1966.	7,000.00
July 1st, 1967.	7,500.00

Capital and interest are payable at the chartered bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Chandler.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, July 8, 1952, at 7.30 o'clock p.m., at the Town Hall of Chandler, county of Gaspé.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Chandler (County of Gaspé), this 17th day of June, 1952.

WILBROD LUCAS,
Secretary-Treasurer.

P.O.B. 185, Chandler,
(Co. of Gaspé), P. Q. 32852

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF THE VILLAGE
OF GIFFARD
(County of Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Georges E. Girardin, 37 DeBlois Avenue, Giffard, county of Quebec, until 8 o'clock p.m., Monday, July 7, 1952, for the purchase of an issue of \$516,000 of bonds of the School Commission of Giffard, county of Quebec dated July 1st, 1952 and redeemable serially from July 1st 1953 to July 1st, 1972

1953 au 1er juillet 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$516,000 — 20 ans.

Année	Capital
1er juillet 1953.....	x\$46,500.00
1er juillet 1954.....	x 49,000.00
1er juillet 1955.....	x 51,000.00
1er juillet 1956.....	x 53,000.00
1er juillet 1957.....	x 55,500.00
1er juillet 1958.....	x 58,000.00
1er juillet 1959.....	11,000.00
1er juillet 1960.....	11,000.00
1er juillet 1961.....	11,500.00
1er juillet 1962.....	12,000.00
1er juillet 1963.....	13,000.00
1er juillet 1964.....	13,500.00
1er juillet 1965.....	14,000.00
1er juillet 1966.....	14,500.00
1er juillet 1967.....	15,500.00
1er juillet 1968.....	16,000.00
1er juillet 1969.....	16,500.00
1er juillet 1970.....	17,500.00
1er juillet 1971.....	18,000.00
1er juillet 1972.....	19,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$300,000, accordé par le Secrétaire de la province et payable en six versements de \$50,000 chacun, de 1953 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Giffard.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 7 juillet 1952, à 8 heures p.m., à l'Académie Ste-Chrétienne, rue Guimont, Giffard, comté de Québec.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions Giffard, (Comté de Québec), ce 17 juin 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES-E. GIRARDIN.

37, avenue DeBlois, Giffard,
(Comté de Québec), P. Q. 32831-0

inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows

Table of redemption — \$516,000 — 20 years.

Year	Capital
July 1st, 1953.....	x\$46,500.00
July 1st, 1954.....	x 49,000.00
July 1st, 1955.....	x 51,000.00
July 1st, 1956.....	x 53,000.00
July 1st, 1957.....	x 55,000.00
July 1st, 1958.....	x 58,000.00
July 1st, 1959.....	11,000.00
July 1st, 1960.....	11,000.00
July 1st, 1961.....	11,500.00
July 1st, 1962.....	12,000.00
July 1st, 1963.....	13,000.00
July 1st, 1964.....	13,500.00
July 1st, 1965.....	14,000.00
July 1st, 1966.....	14,500.00
July 1st, 1967.....	15,500.00
July 1st, 1968.....	16,000.00
July 1st, 1969.....	16,500.00
July 1st, 1970.....	17,500.00
July 1st, 1971.....	18,000.00
July 1st, 1972.....	19,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$300,000, granted by the Provincial Secretary and payable in six instalments of \$50,000 each, from 1953 to 1958 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Giffard.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday July 7, 1952, at 8 o'clock p.m., at the Académie Ste-Chrétienne, Guimont Street, Giffard, County of Quebec.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest not any of the tenders.

Giffard, (County of Quebec), June 17, 1952.

GEORGES E. GIRARDIN,
Secretary-Treasurer.

37, DeBlois Avenue, Giffard,
(County of Quebec), P. Q. 32831

Vente par licitation

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement N° 20824 de la Cour Supérieure de Terrebonne siégeant à St-Jérôme le 6 mai 1952 dont: Maurice Céré et Thérèse Céré, épouse commune en biens

Sale by Licitaton

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment No. 20824 of the Superior Court of Terrebonne, sitting at St-Jérôme on the 6th of May, 1952, whereof: Maurice Céré and Thérèse Céré,

de Aurélien Legris, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa femme, tous en leur qualité d'héritiers et légataires universels de Rose Anna Clavel et Anatole Céré, des Cité et district de Montréal sont demandeurs et Rolland Céré, en sa qualité d'exécuteur-testamentaire de Anatole Céré, Gilles Céré, Paul Céré, Yvette et Jeanne Céré, filles majeures, Rolande Céré, épouse commune en biens de Fernand Charbonneau et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa femme, tous en leur qualité d'héritiers et de légataires universels de Rose Anna Clavel et d'Anatole Céré, de Terrebonne, district de Terrebonne sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit:

"Un emplacement en la Ville de Terrebonne lot N° 134 aux plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Terrebonne, borné à l'ouest par le chemin à barrières de Terrebonne, à l'est par les Nos 132 et 133, au nord par le N° 133 et au sud par le N° 135; contenant 47 pieds de front sur 98 pieds dans une ligne et 92 pieds dans l'autre ligne de profondeur, formant en superficie 4465 pieds, mesure française égal à 5071 pieds anglais, et bâtisses dessus érigées."

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le 8 juillet 1952, Cour tenante dans la salle d'audience du Palais de Justice de St-Jérôme, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Protonotaire de la dite Cour; et que toute opposition afin d'annuler, à fin de charges ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au Greffe du Protonotaire de la dite Cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, le 30 mai 1952.

Le Procureur des demandeurs.

32732-23-2-o LORENZO CAMIRAND.

wife common as to property of Aurélien Legris, and the latter both personally and to authorize his wife, all in their quality of heirs and universal legatees of Rose Anna Clavel and Anatole Céré, of the city and district of Montreal, are plaintiffs; and Rolland Céré, as testamentary executor of Anatole Céré, Gilles Céré, Paul Céré, Yvette and Jeanne Céré, spinsters, Rolande Céré, wife common as to property of Fernand Charbonneau and the latter both personally and to authorize his wife, all in their quality of heirs and universal legatees of Rose Anna Clavel and of Anatole Céré, of Terrebonne, district of Terrebonne, are defendants, ordering the licitation of the immovable described as follows:

An emplacement in the Town of Terrebonne, lot No. 134 on the official plan and in the book of reference for the Town of Terrebonne, bounded on the west by the turnpike road of Terrebonne, on the east by Nos 132 and 133, on the north by No. 133 and on the south by No. 135; measuring 47 feet in front by 98 feet in one line and 92 feet in the other depth line, forming a superficial area of 4465 feet, French measurement, equal to 5071 feet English measure — and with the buildings thereon erected.

The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the 8th of July, 1952, Sitting the Court, in the Court Room of the Court House of St-Jérôme, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Montreal, May 30, 1952.

LORENZO CAMIRAND,

32732-23-2 Attorneys for plaintiffs.

Vente pour taxes

Province de Québec, District de Roberval,

MUNICIPALITÉ DU CANTON DÉLISLE

Avis public est par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du dix juin mil neuf cent cinquante-deux a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dues à la corporation municipale du canton Délsile (Paroisse St-Cœur-de-Marie) avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle publique de Saint-Cœur-de-Marie, le VINGT-QUATRE JUILLET 1952, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels toutes les taxes accumulées à date, les intérêts et frais, auront été payés avant le moment de la vente.

Sylvio Bergeron:— 1.— Un terrain ou emplacement situé dans la paroisse de Saint-Cœur-de-Marie, faisant partie du lot 15, rang 4, canton Délsile avec les bâ-

Sale for Taxes

Province of Quebec, District of Roberval

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF DELISLE

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the tenth of June, one thousand nine hundred and fifty-two, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chap. 207) to sell the immovables hereinbelow described, in payment of arrears of taxes due the municipal corporation of the township Délsile (Parish of St-Cœur-de-Marie), with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction, in the public Hall of Saint-Cœur-de-Marie, on the TWENTY-FOURTH day of JULY, 1952, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, those immovables whereon all taxes accumulated to date, interest and costs, shall have been paid before the sale.

Sylvio Bergeron:— 1. A lot of land or emplacement situate in the parish of Saint-Cœur-de-Marie, forming part of lot 15, range 4, township Délsile—with build-

tisses construites sur le dit emplacement, circonstances et dépendances, borné au sud au chemin de front, à l'est, au terrain de Joseph Lapointe à l'ouest au terrain de Jean-Lapointe, au Nord partie au terrain ci-après décrit et partie au terrain de Jean Lapointe de la contenance de un arpent de front sur un demi arpent de profondeur;

2. Un terrain ou emplacement contigu au premier mesurant 90 pieds de l'ouest à l'est sur 30 pieds de profondeur du sud au Nord, faisant partie du lot No. 15, rang 4, du cadastre officiel du canton Déléisle, borné au sud au terrain ci-dessus décrit et aux autres côtés au terrain de Jean-Lapointe, avec les bâtisses construites sur le dit emplacement, circonstances et dépendances.

Charles Edmond Gagné et succession de Dame Marie Rose Bergeron:— Une ferme avec bâtisses situées dans la paroisse de Saint-Cœur-de-Marie, de 50 acres environ en superficie, étant et comprenant la juste demie Est du lot de terre N° 27, du rang 4, au cadastre officiel du canton Déléisle, borné au sud au 3ième rang du dit canton, au nord au chemin de front, à l'est au terrain de Arthur Renaud, et à l'ouest à la juste demie Ouest du lot dont il fait partie et appartenant à Arthur Villeneuve.

Ces propriétés seront vendues avec toutes les servitudes actives et passives apparentes et occultes pouvant les affecter. Les versements non échus des taxes municipales, d'aqueduc et d'Église consolidées à échoir pour la balance du terme sont à la charge de l'acquéreur.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Cœur-de-Marie, ce sixième jour de juin mil neuf cent cinquante-deux.

Le Secrétaire-trésorier,
NOËL DUFOUR.

32818-25-2-o

ings erected on the said emplacement, circumstances and dependencies; bounded on the south by the front road, on the east by the land of Joseph Lapointe, on the west by the land of Jean Lapointe, on the north, partly by the lot of land hereinafter described and partly by the land of Jean Lapointe, measuring one arpent in front by one half arpent in depth;

2. A lot of land or emplacement coterminous with the first, measuring 90 feet from west and east by 30 feet in depth from south to north, forming part of lot No. 15, range 4, of the official cadastre for the township Déléisle, bounded on the south by the lot of land hereinabove described and on the other sides by the land of Jean Lapointe—with the buildings erected on the said emplacement, circumstances and dependencies.

Charles Edmond Gagné and Estate of Dame Marie Rose Bergeron:— A farm—with buildings, situate in the parish of Saint-Cœur-de-Marie, having a superficial area of about 50 acres, being and comprising the exact east half of the lot of land No. 27, of range 4, of the official cadastre for the township Déléisle; bounded on the south by the 3rd range of said township, on the north by the front road, on the east by the land of Arthur Renaud, and on the west by the exact west half of the lot of which it forms a part and belonging to Arthur Villeneuve.

The said properties to be sold with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes affecting the same. The payments of consolidated municipal, waterworks and church taxes not yet due and to become due for the balance of the term are at the charge of the purchaser.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the order provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Cœur-de-Marie, this sixth day of June, one thousand nine hundred and fifty-two.

NOËL DUFOUR,
Secretary-Treasurer.

32818-25-2

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { LA CIE HUBERT MOI-
N° 65938 { SAN, assurance funéraire
de Québec, corporation léga-
lement constituée, ayant son siège social au N° 297 de la rue St-Joseph, en la cité de Québec; contre ARTHUR MICHAUD, épiciier, domicilié au N° 29 de l'avenue François 1er, en la cité de Québec, en sa qualité de curateur à Dame Alice Drolet-Michaud, son épouse, interdite pour démence, laquelle était exécutrice testamentaire de la succession de son père Sieur Wilfrid Drolet, ancien laitier et cultivateur, domicilié en son vivant au N° 103 de l'avenue François 1er, en la cité de Québec, à savoir:

Un emplacement situé au village de Stadacona, mesurant 40 pieds de front sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis l'avenue François 1er, qui le borne vers l'est, jusqu'au ruisseau St-Michel, qui le borne vers l'ouest, et borné vers le sud par l'emplacement de Arthur Roussin et vers le nord par l'emplacement de Napoléon Larose, comprenant la partie nord, mesurant, 36 pieds de largeur du lot N° 243 (deux cent quarante-trois) du cadastre officiel de St-Roch Nord, et la lisière sud, mesurant 4 pieds de lar-

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { LA CIE HUBERT MOI-
No. 65938 { SAN, funeral insurance of
Québec, a body politic and
corporate, having its head office at No. 297 St. Joseph street, in the city of Québec; against ARTHUR MICHAUD, grocer, domiciled at No. 29 avenue François 1er, in the city of Québec, as curator to Dame Alice Drolet-Michaud, his wife, interdicted for insanity, who was testamentary executrix of the estate of her father Sieur Wilfrid Drolet, former dairyman and farmer, in his lifetime domiciled at No. 103 avenue François 1er, in the city of Québec, to wit:

An emplacement situate in the Village of Stadacona, measuring 40 feet in front by whatever depth there may be between avenue François 1er, which bounds it on the east, and the St-Michel stream, which bounds it on the west, and bounded on the south by the emplacement of Arthur Roussin, and on the north by the emplacement of Napoléon Larose, comprising the north part, measuring 36 feet in width, of lot No. 243 (two hundred and forty-three) of the official cadastre for St-Roch-North, and the

geur, d'un bout de rue entre le lot N° 243 et le lot N° 244 du même cadastre, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle et constituée de \$12.00 à 4 pour cent, au capital de \$300.00, payable le 1er mai de chaque année à la succession Landry & Belleau.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif. AIMÉ DION.
Québec, 18 juin 1952. 32835-25-2-o
Première publication: 21 juin 1952]
Deuxième publication: 5 juillet 1952.]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada, Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, { GARAGE M A D O R E
N° 13632 { LTÉE, corps politique et
incorporé ayant son principal
bureau d'affaires dans la ville de Rimouski,
demandeur, vs PAUL-ÉMILE LESSARD, du
lieu appelé Ste-Thérèse du Colombier, district
de Saguenay, défendeur.

Partie de lot N° 38, étant un terrain de 4 acres en superficie du rang 5 du canton Betsiamites, au cadastre officiel du canton Betsiamites, borné au nord à la route principale, à l'est à la séparation des lots 37 et 38, à l'ouest et au sud par la balance du lot 38, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, à déduire partie de lot N° 38 un terrain de 4 acres en faveur du Ministère de la Colonisation, de la province de Québec.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Thérèse du Colombier le TRENTIÈME jour de JUIN 1952 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
32685-22-2-o CHARLES GARON.

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District de Rimouski

N° 11813 { GÉRARD BÉLANGER, cultiva-
teur de St-Moise maintenant
voiturier public du village Price, district de
Rimouski, demandeur, vs ELZÉAR IMBAULT,
cultivateur de la paroisse de St-Moise, district
de Rimouski, défendeur.

Tous les droits, privilèges et prétentions, les améliorations, défrichements et les droits de préemption qu'il a ou peut avoir sur le lot N° 35 du cadastre officiel pour le rang nord-est, chemin Kempt du canton Cabot, borné au nord à Hormidas Dubé, à l'ouest à Jos Dubé, au sud au lot de Elie Harvey, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Moise le VINGT-UNIÈME jour de JUILLET 1952, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
32836-25-2-o CHARLES GARON.

TERREBONNE

Canada, Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure { J. TÉLESPHORE GAU-
N° 21,388 { VREAU, demandeur; vs
LES HÉRITIERS DE FEU
AURÈLE HÉBERT, défendeur.

strip, measuring 4 feet in width, an end of a street between lot No. 243 and lot No. 244 of the same cadastre—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual constituted rent of \$12.00 at 4 per cent, on the capital of \$300.00 payable the 1st of May of each year to the Estate Landry & Belleau.

To be sold, at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-FIFTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Quebec, June 18, 1952. 32835-25-2
[First insertion: June 21, 1952]
[Second insertion: July 5, 1952]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada, Province of Quebec,
District de Rimouski

Superior Court { GARAGE M A D O R E
No. 13632 { LTÉE, a body politic and
incorporate, having its principal
place of business in the Town of Rimouski, plain-
tiff; vs PAUL-ÉMILE LESSARD, of the place
called Ste-Thérèse du Colombier, district of
Saguenay, defendant.

Part of lot No. 38, being a lot of land of 4 acres in superficial area, in range 5 of the township Betsiamites, on the official cadastre for the township Betsiamites, bounded on the north by the main highway, on the east by the division line of lots 37 and 38, on the west and south by the residue of lot 38—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, to be deducted from part of Lot No. 38, a lot of land of 4 acres in favour of the Department of Colonization, of the Province of Quebec.

To be sold, at the church door of Ste-Thérèse du Colombier, on the THIRTIETH day of JUNE 1952, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES GARON,
Sheriff.

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec,
District of Rimouski

No. 11813 { GÉRARD BÉLANGER, farmer,
of St-Moise, now public carrier
of Price Village, district of Rimouski, plaintiff;
vs ELZÉAR IMBAULT, farmer, of the parish
of St-Moise, district of Rimouski, defendant.

All the rights, privileges and pretentions, improvements, clearings, and pre-emption rights which he has or may have on lot No. 35 of the official cadastre for the range northeast Kempt Road, of the township Cabot, bounded on the north by Hormidas Dubé, on the west by Jos. Dubé, on the south by the lot of Elie Harvey—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of St-Moise, on the TWENTY-FIRST day of JULY, 1952, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES GARON,
Sheriff.

TERREBONNE

Canada, Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court { J. TÉLESPHORE GAU-
No. 21,388 { VREAU, plaintiff; vs THE
HEIRS OF THE LATE AU-
RÈLE HÉBERT, defendants.

Un emplacement, de forme irrégulière, situé au Lac Guindon, dans la Municipalité de la Paroisse de St-Sauveur des Monts, dans le comté de Terrebonne, constitué d'une partie du lot numéro cent soixante-six (Ptie 166) des plan et livre de renvoi faits pour ladite paroisse de St-Sauveur des Monts, borné, en front, vers le nord, par le chemin du Lac Marois; d'un côté, vers l'ouest, par une partie du lot numéro cent soixante-sept (ptie 167) desdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Sauveur des Monts, appartenant à Albert Guindon; en arrière, vers le Sud, par d'autres parties dudit lot numéro cent soixante-six, appartenant à Leslie Baker Smith et un nommé Johnson ou représentants; et, de l'autre côté, vers l'est, pour une partie par la Montée Massicotte, et, pour le reste, par d'autres parties dudit lot numéro cent soixante-six, appartenant à Edouard Foisy, un nommé Piette, et à une Dame Irène Eddy, épouse de Lewis Howe, ou représentants; ledit emplacement mesure en front, sur le chemin de Lac Marois, cent soixante pieds; d'un côté à sa ligne de division d'avec ledit lot numéro cent soixante-sept, quatre cent quatre-vingt-cinq pieds; en arrière trois cents pieds; et, de l'autre côté (à l'est), cent vingt-huit pieds le long de la Montée Massicotte, et pour le reste, toute la profondeur qui se trouve entre le chemin du Lac Marois et la ligne de division sud qui sépare l'emplacement vendu de la partie dudit lot numéro cent soixante-six (166) appartenant à ladite Dame Irène Eddy, épouse dudit Lewis Howe. Toutes les mesures ci-dessus sont des mesures anglaises, et données sans garantie quant à leur précision, l'intention des vendeurs étant de vendre céder et transporter à l'acquéreur, qui accepte, toute cette partie dudit lot numéro cent soixante-six (166) dont ils sont présentement propriétaires, et qui se trouve comprise dans les bornes ci-dessus données, quelles que soient les inexactitudes de mesures données, le plus ou le moins, selon le cas devant être le profit ou la perte de l'acquéreur.

Tel que le tout se trouve présentement, sans exception ni réserve avec toutes servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées audit immeuble, et avec toutes les constructions dessus érigées, consistant notamment en une maison de bois de deux étages avec dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Ste-Anne des Lacs le DEUXIEME jour de JUILLET 1952 à DEUX heures de l'après-midi.

Daté à St-Jérôme, ce 27 mai 1952.

Le Shérif de Terrebonne,
32686-22-2-0 ALB. FOURNELLE.

An emplacement of irregular figure, situate at Lake Guindon, in the Municipality of the Parish of St-Sauveur des Monts, in the county of Terrebonne, comprised of a part of lot number one hundred and sixty-six (Pt. 166) on the official plan and in the book of reference made for the said parish of St-Sauveur des Monts, bounded, in front, towards the north, by the Lake Marois road; on one side to the west, by a part of lot number one hundred and sixty-seven (Pt. 167) of said official plan and book of reference for the parish of St-Sauveur des Monts, belonging to Albert Guindon; in rear, towards the south, by other parts of said lot number one hundred and sixty-six, belonging to Leslie Baker Smith and a party named Johnson or representatives; and, on the other side, towards the east, for one part by the "Montée Massicotte", and, for the remainder, by other parts of said lot number one hundred and sixty-six, belonging to Edouard Foisy, a party named Piette, and Dame Irène Eddy, wife of Lewis Howe, or representatives; the said emplacement measures, in front on the Lake Marois road, one hundred and sixty feet; on one side, at its division line with said lot number one hundred and seventy-seven, four hundred and eighty-five feet; in rear three hundred feet; and, on the other side (to the east), one hundred and twenty-eight feet along the "Montée Massicotte, and for the remainder, all the depth which exists between the Lake Marois road and the south division line which separates the emplacement sold from that part of said lot number one hundred and sixty-six belonging to the said Dame Irène Eddy, wife of said Lewis Howe. All given measurements are English measure, and without warranty as to precision, the intention of the vendors being to sell, cede and convey to the purchaser, who accepts, all that part of said lot number one hundred and sixty-six (166) whereof they are the actual owners, and which lies within the above given boundaries, regardless of the inaccuracy of the measurements given, the more or the less, as the case may be, to the profit or loss of the purchaser.

As the whole presently subsists, without exception or reserve, with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attaching to the said immovable, and with all the buildings thereon erected, consisting mainly of a wooden two-story house, with dependencies.

To be sold at the Catholic church door of Ste-Anne des Lacs, on the SECOND day of JULY, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

Dated at St-Jérôme, May, 27, 1952.

ALB. FOURNELLE,
32686-22-2 Sheriff of Terrebonne.

Canada, Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { UNITED LOAN CORPO-
N° 21471. { RATION, corporation

légalement constituée ayant son siège social et un établissement en la ville et le district de Montréal, demanderesse; vs Dame MARGUERITE CHAMPIGNY, de la ville de St-Jérôme, district de Terrebonne, commerçante marchande publique, épouse contractuellement, séparée de biens de ERNEST BAYARD, manufacturier, des mêmes lieux et ce dernier tant personnellement que pour autoriser et assister son épouse; défenderesse.

"Un emplacement situé sur côté ouest de la rue St-Georges, en la ville de St-Jérôme, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro douze (12 Ptie 8) aux plan et livre de ren-

Canada, Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { UNITED LOAN CORPO-
No. 21471. { RATION, of the City

and district of Montreal, plaintiff; vs Dame MARGUERITE CHAMPIGNY, in the town of St-Jerome district of Terrebonne, Public merchant, wife contractually separate as to property of ERNEST BAYARD, manufacturer of the same place and the said Ernest Bayard as personally as to representant and assist his wife as may be needed to, defendant.

"An emplacement situated on west side of St-Georges street, in the town of St-Jerome, being part of the lot known and designated under number eight of the official subdivision of original lot number twelve (12 ptie 8) at the official

vois officiels de la ville de St-Jérôme mesurant trente-trois pieds de largeur en front sur la rue St-Georges, et trente-quatre pieds de largeur à la profondeur, sur cent vingt-six pieds et six dixièmes de pied de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins; ce dit emplacement étant borné comme suit: en front à l'est par la rue St-Georges; d'un côté, au sud par le lot N° 12-9, en arrière à l'ouest par les lots nos 12-3 et 12-4; et de l'autre côté au nord, par le résidu dudit lot N° 12-8, la propriété de Alcide Millaire ou représentants."

"Avec toutes les bâtisses et dépendances dessus érigées et portant les numéros civiques 672A et 672B, de la dite rue St-Georges."

Pour être vendu au bureau du Shérif dans la cité de St-Jérôme, le TRENTIÈME jour de JUILLET 1952 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif de Terrebonne,

Bureau du Shérif, ALB. FOURNELLE.
St-Jérôme, le 16 juin 1952. 32837-25-2-o

plan and book of references for the town of St Jerome, measuring thirty three feet in it width in front on St-Georges street; and thirty-four feet in width at depth of the line on one hundred and twenty six feet and six tenth in depth the whole English measure and more or less. The said emplacement being bounded as follows. In front toward east by St-Georges street; on one side toward south, by the lot no. 12-9 at the rear toward west by the lots nos 12-3 and 12-4 and on the other side toward north, by the rest of said lot no. 12-8 the property of Alcide Millaire or representatives.

"With all the buildings and dependances thereon erected and bearing civic nos 672A and 672B, of St-Georges street.

To be sold at Sheriff's office in the City of St-Jerome on the THIRTIETH day of JULY, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

ALB. FOURNELLE,

Sheriff's Office, Sheriff of Terrebonne.
St-Jerome, June 16 1952. 32837-25-2-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 25

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Leblond vs Lampron	1598
Stirling vs McConville.	1598

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

714, section "A" — Construction, St-Jean, etc.	1595
---	------

AVIS AUX INTÉRESSÉS:	1573
----------------------------	------

RÉCEPTION DES ANNONCES:	1573
-------------------------------	------

AVIS DIVERS:

General Fabrics Limited (Dist. actif) ..	1599
J. L. Fortin Ltée (Directeurs)	1600
La Caisse Populaire de Les Grosses Roches (Fondation)	1598
L'École Supérieure de Commerce de Québec Inc. (Règlements)	1601
Les Services médicaux et hospitaliers de Hull et de Gatineau (Fondation) ...	1600
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Cléophas (Formation)	1599
Le Syndicat des Fonctionnaires Muni- cipaux d'Asbestos (Formation)	1600
St-Henri-de-Taillon, paroisse (Tirage d'obligations)	1598
Syndicat des Travailleurs du Vêtement de Coaticook	1599
Syndicat National Catholique des Barbiers-Coiffeurs et Coiffeuses pour Dames de Drummondville (Forma- tion)	1600
The Credit Union Army, Navy & Air Force Veterans (Quebec Unit No. 33) (Fondation)	1599
Thomas Robertson & Compagny Li- mited (Confirmation de règlements) ..	1599
Woodland's Recreation Association (Rè- glements)	1598

CHARTES — ABANDON DE:

Dorlene Realty Corp.	1601
Ferdinand Guilmette, Limitée	1601

Index of the Quebec Official Gazette, No. 25

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Leblond vs Lampron	1598
Stirling vs McConville.	1598

ORDER IN COUNCIL:

714, Part "A" — Construction, St. Johns, etc.	1595
---	------

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	1573
-------------------------------------	------

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES:	1573
--------------------------------------	------

MISCELLANEOUS NOTICES:

General Fabrics Limited (Dist. assets) ..	1599
J. L. Fortin Ltée (Directors)	1600
La Caisse Populaire de Les Grosses Roches (Foundation)	2598
L'École Supérieure de Commerce de Québec Inc. (By-laws)	1601
Les Services médicaux et hospitaliers de Hull et de Gatineau (Foundation) ...	1600
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Cléophas (Formation)	1599
Le Syndicat des Fonctionnaires Muni- cipaux d'Asbestos (Formation)	1600
St-Henri-de-Taillon, parish (Drawing of bonds)	1598
Syndicat des Travailleurs du Vêtement de Coaticook	1599
Syndicat National Catholique des Barbiers-Coiffeurs et Coiffeuses pour Dames de Drummondville (Forma- tion)	1600
The Credit Union Army, Navy & Air Force Veterans (Quebec Unit No. 33) (Foundation)	1599
Thomas Robertson & Company Li- mited (Confirmation of By-laws)	1599
Woodland's Recreation Association (By-laws)	1598

CHARTERS — SURRENDER OF:

Dorlene Realty Corp.	1601
Ferdinand Guilmette, Limitée	1601

General Fabrics Limited.	1602	General Fabrics Limited.	1602
Hôtel La Normandie Inc.	1601	Hôtel La Normandie Inc.	1601
Standard Machine Shop Limited.	1601	Standard Machine Shop Limited.	1601
Sylvia Lang Frocks Inc.	1601	Sylvia Lang Frocks Inc.	1601
Wilder-Birmingham Investment Corporation	1602	Wilder-Birmingham Investment Corporation	1602
COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:		COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:	
The Great Western Garment Company Limited.	1602	The Great Western Garment Company Limited.	1602
COMPAGNIES DISSOUTES:		COMPANIES DISSOLVED:	
Autobus Archambault Ltée	1602	Autobus Archambault Ltée	1602
Clark-Venis Lumber Co. Ltd.	1603	Clark-Venis Lumber Co. Ltd.	1603
Hotel Yamaska Incorporée.	1603	Hotel Yamaska Incorporée.	1603
Kabacoubdji Limited.	1603	Kabacoubdji Limited.	1603
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
INSTRUCTION PUBLIQUE: <i>Municipalité scolaire de:</i>		EDUCATION: <i>School Municipality of:</i>	
Compton, village	1604	Compton, village	1604
Contrecoeur, paroisse.	1604	Contrecoeur, parish.	1604
Des Buissons.	1604	Des Buissons.	1604
Lauzon, Partie-Est du village de.	1603	Lauzon, Partie-Est du village de.	1603
St-Jean, cité.	1605	St-Jean, city.	1605
St-Jean-Port-Joli.	1604	St-Jean-Port-Joli.	1604
Vaudreuil.	1603	Vaudreuil.	1603
TERRES ET FORETS: <i>Service du Cadastre</i>		LANDS AND FOREST: <i>Cadastral Branch:</i>	
Arthabaska, canton	1605	Arthabaska, township	1605
Lachine, paroisse	1605	Lachine, parish.	1605
Ste-Foy, paroisse	1605	Ste-Foy, parish.	1605
TRAVAIL:		LABOUR:	
Barbier et coiffeur, Sherbrooke (Modification)	1606	Barber and hairdresser, Sherbrooke (Amendment)	1606
Meuble, Québec (Règlements).	1606	Furniture, Quebec (By-laws).	1606
EXAMENS DU BARREAU:		BAR EXAMINATIONS:	
Bas St-Laurent, étude du droit.	1607	Lower St. Lawrence, study of law.	1607
Bedford, 3e et 4e année.	1607	Bedford, 3rd and 4th year	1607
Hull, pratique du droit	1607	Hull, practice of law	1607
Hull, pratique du droit	1608	Hull, practice of law	1608
Laurentides, étude du droit	1608	Laurentides, study of law.	1608
Montréal, étude du droit.	1608	Montreal, study of law	1608
Montréal, pratique du droit (prél.).	1609	Montreal, practice of law (prél.)	1609
Montréal, pratique du droit (final).	1609	Montreal, practice of law (final)	1609
Québec, étude du droit	1611	Quebec, study of law.	1611
Québec, théorique (3e).	1611	Quebec, theoretical (3rd)	1611
Québec, pratique du droit (3e).	1611	Quebec, practice of law (3rd).	1611
Québec, pratique du droit (4e).	1610	Quebec, practice of law (4th).	1610
Richelieu, pratique du droit.	1613	Richelieu, practice of law	1613
St-François, étude du droit.	1612	St. Francis, study of law.	1612
St-François, pratique du droit	1612	St. Francis, practice of law.	1612
Trois-Rivières, pratique et 3e année du droit	1612	Three Rivers, practice and 3rd year of law	1612
GREFFES DE NOTAIRES: <i>En faveur de</i>		NOTARIAL RECORDS: <i>In favour of:</i>	
Adam, Paul-André.	1613	Adam, Paul-André.	1613
Beaudoin, Charles	1613	Beaudoin, Charles	1613
Cataphard, Lucien.	1613	Cataphard, Lucien.	1613
St-Pierre, Marcel	1613	St-Pierre, Marcel	1613
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Adelstein Services Inc.	1574	Adelstein Services Inc.	1574

Bédard & Marchand Automobiles Limitée.....	1575
Bertrand Converters Ltd.....	1575
Bowen Realities Inc.....	1575
Capezio (Quebec) Ltd.....	1576
Centre Sportif de Ste-Thérèse Inc.....	1576
Clarinch Company Ltd.....	1576
Club de Courses de Beauce Limitée.....	1577
Club de Tir St. Anicet — St. Anicet Shooting Club.....	1577
Compagnie de Bois St-Germain Ltée — St-Germain Lumber Co. Ltd.....	1578
Concrete Reinforcing Steel Co. Ltd.....	1578
Consolidated Electric Limited.....	1578
Contract Packaging Limited.....	1579
Crestview Apartments Inc.....	1579
Cultivateurs Producteurs Inc.....	1579
Drummond Swimmers' Parents Association.....	1580
École Commerciale de Chicoutimi.....	1580
Fédération des Amicales des Anciens Elèves des Frères de l'Instruction Chrétienne du District de Montréal.....	1580
Gagnon Frères Meubles (Arvida) Ltée.....	1581
Gagnon Frères Meubles (Kénogami) Ltée.....	1581
Gagnon Frères Meubles (Jonquière) Ltée.....	1581
Gauland Construction Inc.....	1582
Home Heating Corporation.....	1582
Home Specialties Inc.....	1582
J. Chalifoux Limitée.....	1583
J. O. Lambert Inc.....	1583
Joseph Frères Inc.....	1583
Jos. Simard et Compagnie, Ltée — Jos. Simard and Company, Ltd.....	1584
La Cie de Telephone de St-Cyprien, Dorchester Inc.....	1584
La Compagnie de la Plage Mon Repos Limitée.....	1584
La Ligue de Base-Ball Laurentides Indépendante Amateur Senior.....	1585
La Manufacture de Meubles, Rivière du Loup Inc.....	1585
L'Amicale Saint-Charles de Limoilou Inc.....	1585
L'Association des Anciens de l'École des Arts Graphiques Inc.....	1586
L'Association des Propriétaires de Taxis de St-Jean et d'Iberville, Incorporée.....	1586
L'Association Sportive de Grand'Mère, Inc.....	1587
Les Imprimeurs du Lac Saint-Jean, Limitée.....	1587
Les Récréations Populaires Limitée (Popular Recreations Ltd.).....	1587
L'Imprimerie L'Écho du Nord Incorporée.....	1588
L'Oeuvre Récréative des Jeunes de Maria.....	1588
Major Headwear Inc.....	1589
Maurice Trahan Limitée.....	1589
Midway Construction Ltd.....	1589
Montreal Junior Symphony Orchestra Nouveautés Françaises, Incorporée — French Novelties, Incorporated.....	1588
Plomberie & Chauffage Imperial Cie Ltée.....	1590
Prince Restaurant Limited.....	1591
Record Chemical Co. Inc.....	1591
Rental Service Inc.....	1591
Richard 5-10-15 Ltée.....	1592
Rina Originals Inc.....	1592
Round's Inc.....	1592
Sherbrooke Lumber & Supply Ltd.....	1593
South Shore Steel Co. Ltd.....	1593
Supreme Insurance Agencies Ltd. — Agences d'Assurances Suprême Ltée.....	1593

Bédard & Marchand Automobiles Limitée.....	1575
Bertrand Converters Ltd.....	1575
Bowen Realities Inc.....	1575
Capezio (Quebec) Ltd.....	1576
Centre Sportif de Ste-Thérèse Inc.....	1576
Clarinch Company Ltd.....	1576
Club de Courses de Beauce Limitée.....	1577
Club de Tir St. Anicet — St. Anicet Shooting Club.....	1577
Compagnie de Bois St-Germain Ltée — St-Germain Lumber Co. Ltd.....	1578
Concrete Reinforcing Steel Co. Ltd.....	1578
Consolidated Electric Limited.....	1578
Contract Packaging Limited.....	1579
Crestview Apartments Inc.....	1579
Cultivateurs Producteurs Inc.....	1579
Drummond Swimmers' Parents Association.....	1580
École Commerciale de Chicoutimi.....	1580
Fédération des Amicales des Anciens Elèves des Frères de l'Instruction Chrétienne du District de Montréal.....	1580
Gagnon Frères Meubles (Arvida) Ltée.....	1581
Gagnon Frères Meubles (Kénogami) Ltée.....	1581
Gagnon Frères Meubles (Jonquière) Ltée.....	1581
Gauland Construction Inc.....	1582
Home Heating Corporation.....	1582
Home Specialties Inc.....	1582
J. Chalifoux Limitée.....	1583
J. O. Lambert Inc.....	1583
Joseph Frères Inc.....	1583
Jos. Simard et Compagnie, Ltée — Jos. Simard and Company, Ltd.....	1584
La Cie de Telephone de St-Cyprien, Dorchester Inc.....	1584
La Compagnie de la Plage Mon Repos Limitée.....	1584
La Ligue de Base-Ball Laurentides Indépendante Amateur Senior.....	1585
La Manufacture de Meubles, Rivière du Loup Inc.....	1585
L'Amicale Saint-Charles de Limoilou Inc.....	1585
L'Association des Anciens de l'École des Arts Graphiques Inc.....	1586
L'Association des Propriétaires de Taxis de St-Jean et d'Iberville, Incorporée.....	1586
L'Association Sportive de Grand'Mère, Inc.....	1587
Les Imprimeurs du Lac Saint-Jean, Limitée.....	1587
Les Récréations Populaires Limitée (Popular Recreations Ltd.).....	1587
L'Imprimerie L'Écho du Nord Incorporée.....	1588
L'Oeuvre Récréative des Jeunes de Maria.....	1588
Major Headwear Inc.....	1589
Maurice Trahan Limitée.....	1589
Midway Construction Ltd.....	1589
Montreal Junior Symphony Orchestra Nouveautés Françaises, Incorporée — French Novelties, Incorporated.....	1588
Plomberie & Chauffage Imperial Cie Ltée.....	1590
Prince Restaurant Limited.....	1591
Record Chemical Co. Inc.....	1591
Rental Service Inc.....	1591
Richard 5-10-15 Ltée.....	1592
Rina Originals Inc.....	1592
Round's Inc.....	1592
Sherbrooke Lumber & Supply Ltd.....	1593
South Shore Steel Co. Ltd.....	1593
Supreme Insurance Agencies Ltd. — Agences d'Assurances Suprême Ltée.....	1593

Syndicat d'Expansion Industrielle de Plessisville, Inc.	1594	Syndicat d'Expansion Industrielle de Plessisville, Inc.	1594
The Shaw Trading Co.	1594	The Shaw Trading Co.	1594
Vendco Ltd.	1594	Vendco Ltd.	1594
Woodlands Recreation Association	1595	Woodlands Recreation Association	1595
LIQUIDATION, AVIS DE:		WINDING UP NOTICES:	
Chantier Coopératif de Nédélec.	1614	Chantier Coopératif de Nédélec.	1614
MINISTÈRE DES FINANCES:		DEPARTMENT OF FINANCE:	
<i>Assurances:</i>		<i>Insurances:</i>	
Société Mutuelle de bénéfices en maladie Ville-Marie.	1614	Société Mutuelle de bénéfices en maladie Ville-Marie.	1614
Société St-Jean-Baptiste Permanente de Waterloo.	1615	Société St-Jean-Baptiste Permanente de Waterloo.	1615
The Barwick & Son Limited Employees' Mutual Benefit Association.	1614	The Barwick & Son Limited Employees' Mutual Benefit Association.	1614
The Grand Council of the Catholic Mutual Benefit Association of Canada.	1615	The Grand Council of the Catholic Mutual Benefit Association of Canada.	1615
NOMINATION:		APPOINTMENT:	
Bigué, Claude.	1615	Bigué, Claude.	1615
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Clarinch Company Ltd.	1616	Clarinch Company Ltd.	1616
Club Juvénile de la Police de Saint-Jérôme.	1616	Club Juvénile de la Police de Saint-Jérôme.	1616
G. H. Montminy Inc.	1616	G. H. Montminy Inc.	1616
Omega Production Inc.	1615	Omega Production Inc.	1615
Round's Inc.	1616	Round's Inc.	1616
Streep & De Paauw Company Limited.	1616	Streep & De Paauw Company Limited.	1616
SOUMISSIONS:		TENDERS:	
Chandler, village.	1620	Chandler, village.	1620
Giffard, Commission scolaire.	1621	Giffard, School Commission.	1621
Granby, cité.	1618	Granby, city.	1618
La Petite-Rivière.	1620	La Petite-Rivière.	1620
Rivière-du-Moulin, commission scolaire.	1619	Rivière-du-Moulin, School Commission.	1619
St-Joseph de Mont-Rolland, paroisse.	1617	St-Joseph de Mont-Rolland, parish.	1617
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Céré et al vs Céré et al.	1622	Céré et al vs Céré et al.	1622
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Délisle, canton.	1623	Délisle, township.	1623
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
La Cie Hubert Moisan vs Michaud.	1624	La Cie Hubert Moisan vs Michaud.	1624
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
Bélanger vs Imbault.	1625	Bélanger vs Imbault.	1625
Garage Madore Ltée vs Lessard.	1625	Garage Madore Ltée vs Lessard.	1625
TERREBONNE:		TERREBONNE:	
Gauvreau vs Héritiers de Aurèle Hébert.	1625	Gauvreau vs Heirs of Aurèle Hébert.	1625
United Loan Corporation vs Champigny et vir.	1626	United Loan Corporation vs Champigny et vir.	1626
32800-0		32800-0	